# Terminal Evaluation report of the UNDP/GF project

« Expansion and strengthening of Mali’s protected area system»

# (PIMS # 3926)

Rapport préparé par Francis Staub & Ousmane Nianti Tangara Février 2018

Table des matières

TABLE DES MATIERES 2

RESUME EXECUTIF 4

[TABLEAU SYNOPTIQUE DU PROJET 5](#_TOC_250039)

[DESCRIPTION DU PROJET 6](#_TOC_250038)

OBJECTIF ET APPROCHE DE L’EVALUATION EX-POST 6

[TABLE DE NOTATION DU PROJET 7](#_TOC_250037)

RESUME DES CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET LEÇONS APPRISES 8

LISTE DES ABREVIATIONS, ACRONYMES ET LEXIQUE 10

[LISTE DES ACRONYMES 10](#_TOC_250036)

[LEXIQUE 12](#_TOC_250035)

1. [INTRODUCTION 13](#_TOC_250034)
   1. OBJECTIF DE L’EVALUATION 13
   2. PORTEE ET METHODOLOGIE 13

[Portée 13](#_TOC_250033)

[Approche méthodologique 14](#_TOC_250032)

[Facteurs limitants 14](#_TOC_250031)

* 1. STRUCTURE DU RAPPORT D’EVALUATION 14

1. DESCRIPTION DU PROJET ET CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT 15
   1. [CONTEXTE MALIEN 15](#_TOC_250030)
   2. DEMARRAGE ET DUREE DU PROJET 17
   3. PROBLEMES A RESOUDRE 18
   4. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DU PROJET 19
   5. ÉTAT DE REFERENCE DES INDICATEURS ET CADRE LOGIQUE 20
   6. [PARTIE PRENANTES PRINCIPALES 21](#_TOC_250029)
   7. RESULTATS ATTENDUS 22
   8. L’EVALUATION A MI-PARCOURS 23
2. [CONSTATATIONS 23](#_TOC_250028)
   1. [CONCEPTION DE PROJET / FORMULATION 23](#_TOC_250027)

[Analyse du cadre logique / cadre de résultats 23](#_TOC_250026)

[Hypothèses et risques liés au projet 26](#_TOC_250025)

[Leçons apprises d’autres projets et intégrées dans le projet 28](#_TOC_250024)

[Participation prévue des parties prenantes 28](#_TOC_250023)

[Approche de réplication 29](#_TOC_250022)

[Avantage comparatif du PNUD 29](#_TOC_250021)

[Liens entre le projet et d’autres interventions dans le secteur 30](#_TOC_250020)

[Dispositions de gestion du projet 30](#_TOC_250019)

* 1. [MISE EN ŒUVRE DU PROJET 30](#_TOC_250018)

[Évolution de la démarche de gestion 30](#_TOC_250017)

[Accords de partenariat 33](#_TOC_250016)

[Feedback du système de suivi-évaluation pour la gestion adaptée du projet 34](#_TOC_250015)

[Finances du projet 34](#_TOC_250014)

* 1. RESULTATS DU PROJET 35

[Résultats globaux 35](#_TOC_250013)

[Pertinence 48](#_TOC_250012)

[Efficacité 48](#_TOC_250011)

[Efficience 49](#_TOC_250010)

[Appropriation par le pays 50](#_TOC_250009)

[Prise en compte de la dimension genre 51](#_TOC_250008)

[Durabilité de l’intervention 51](#_TOC_250007)

[Impact du projet 53](#_TOC_250006)

1. [CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET LEÇONS APPRISES 54](#_TOC_250005)
   1. [CONCLUSIONS 54](#_TOC_250004)

[Principales réalisations et points forts 54](#_TOC_250003)

[Lacunes et faiblesses du projet 55](#_TOC_250002)

* 1. RECOMMANDATIONS ET ENSEIGNEMENTS A TIRER 55

[Leçons apprises pour la formulation, mise en œuvre, suivi et évaluation de projet 56](#_TOC_250001)

[Actions pour poursuivre ou renforcer les acquis du projet 57](#_TOC_250000)

Résumé exécutif

Dans un pays où le taux de chômage est de 21,5% (selon les dernières études de la Banque Mondiale en 2016), un taux d’alphabétisation estimé à 39,3%, un contexte politique délicat depuis le coup d’état de 2012, on peut comprendre que la gestion des ressources naturelles n’est pas, à l’heure actuelle une priorité du Gouvernement Malien. Cela se ressent notamment par le faible budget accordé à la Direction Nationale des Eaux et Forêts, le manque de personnel et de moyen (le fait que la nouvelle loi ne soit toujours pas adoptée est le parfait exemple que la protection de l’environnement n’est pas une priorité).

Néanmoins, les acteurs en charge de cette protection sont eux convaincus de l’utilité, la nécessité et l’importance de mieux protéger les ressources naturelles, et de leur importance, ainsi que des pressions constantes et incessantes auxquelles elles font face. Mais, de nouveau, les moyens humains et techniques restent très limités pour permettre une action efficace.

Le but du présent projet consistait à contribuer à la conservation de la biodiversité importante sur le plan mondial au Mali et, en particulier, de la riche biodiversité du Sud-Ouest du Mali où des mammifères, notamment l’élan de Derby et les chimpanzés de l’Ouest existent encore. Un projet très pertinent dans sa conception mais beaucoup trop ambitieux (à la fois par le nombre d’actions à mettre en œuvre et l‘étendue de la zone du projet ; zone d’intervention ou des nombreux conflits existent) et parfois difficile à appréhender pour les différents acteurs.

Dans sa conception, le projet n’a pas forcement tenu compte des limites actuelles en termes de ressources humaines et financières. De plus, il est important de noter que le pays avait un grand retard dans la gestion de ses AP, la plupart étant des « parcs sur papier » au début du projet. Le coup d’État de 2012 a aussi été un frein au projet, et notamment du fait qu’un très grand nombre de partenaires se sont retirés, ayant des conséquences non-négligeables sur le budget disponible. La non-réalisation de certaines actions et notamment celles en faveurs de communautés riveraines a été assez mal perçues par celles-ci qui se sont senties laissées.

Bien que de nombreuses actions aient pu être mises en œuvre, leurs impacts réels sur le terrain restent assez limités, et les pressions anthropiques sont toujours très présentes (orpaillage, activités agro- pastorales exploitation du bois d’œuvre, transhumance, exploitations minières, culture du coton….), ainsi que les conflits entre les populations riveraines et les agents de l’État.

La mission effectuée sur le terrain a aussi permis de mesurer l’ampleur des actions à mettre en œuvre afin de pouvoir atteindre une gestion efficace des AP et de leurs ressources. Bien que les populations riveraines soient mieux informées et plus sensibles aux problèmes, elles n’en demeurent pas moins les acteurs, souvent par nécessité. En effet, la mise en place d’aires protégées et leur gestion effective s’accompagnent de nombreuses restrictions (interdiction d’installer des cultures ; d’exploiter le bois ; de pâturer les animaux ; de chasser…) qui pour le moment ne sont pas – ou peu – compensées. L’amodiation mise en place en est un très bon exemple, et sur ces zones les conflits sont les plus importants. De plus, l’utilisation

« clandestine » de ressources reste aussi un vrai problème. Les populations riveraines ont du mal à comprendre et accepter qu’elles doivent respecter les – nouvelles - règles, alors que dans le même temps, les braconniers ou autres utilisateurs illicites ne sont pas inquiétés. De mesures de surveillance plus strictes et surtout des sanctions doivent être mise en place.

L’équipe d’évaluation tient à souligner la qualité du travail de l’équipe de projet et notamment de son coordinateur, qui dans un contexte compliqué, et avec un budget nettement moins important qu’initialement prévu, a pu tout de même mettre en œuvre de nombreuses actions. De plus, la qualité des différents rapports produit est très bonne.

Sans action de suivi rapide à ce projet, on peut penser que la plupart des acquis ne seront pas pérennes, et que les acquis auront donc un impact limité. A titre d’exemple, on peut déjà constater que certaines infrastructures développées lors du projet sont déjà inutilisables (faute de financement pour les réparer).

## Tableau synoptique du projet

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Titre du projet | Extension et renforcement du système d’AP du Mali | | | |
| ID PNUD (PMIS #) | 3926 | Date d’approbation PIF | du | 18 septembre 2008 |
| ID FEM (PMIS #) | 3763 | Approbation par le Secrétariat du FEM du PRODOC (*CEO*  *Endorsement*) | | 5 août 2010 |
| ATLAS Business Unit |  | Date de signature PRODOC | du | 23 décembre 2010 |
| Pays | Mali | Date de recrutement du coordinateur | | 9 juin 2011 |
| Région | Afrique | Date de l’atelier lancement | de | Il n’y a pas eu d’atelier de lancement |
| Domaine Focal | Biodiversité | Date de l’évaluation à mi- parcours | | 28 juin 2015 |
| Programme stratégique du FEM | Programme stratégique pour l’Afrique de l’Ouest (SPWA) | Date de clôture du projet prévue | | 4 août 2015 |
| Fonds | GEF Trust Fund | Date de clôture du projet réelle | | 31decembre 2017 |
| Agence d’exécution | Ministère de  l’environnement, de l’assainissement et du Développement Durable (MEADD) |  | |  |
| Autres partenaires |  |  | |  |
| Financement du projet | A l’approbation (US$) | A mi-parcours (US$) | | Final (1) |
| FEM | 1,768,000 | 1,768,000 | | 1,534,793 |
| *PNUD* | *500,000* | *544,867* | | 852,659 |
| *État (MEADD)* | *1,600,000* | *844,477* | | 538,075 |
| *Espèce* | *950,000* |  | | 538,075 |
| *Nature* | *650,000* |  | |  |
| *Autres cofinancements* | *7,149,631* |  | | *Non disponible* |
| Total des  cofinancements | 9,249,631 | 1,389,344 | | 1,390,734 |
| Cout total du projet | 11,017,631 | 3,157,344 | | 2,952,473 (26,55%) |

* + 1. *– les montants mentionnés sont ceux qui figurent dans le document « état d’exécution des financements » (au 31 décembre 2017) remis par l’assistant administratif et financier lors de la mission de terrain.*

L’évaluation finale du projet « Extension et renforcement du système d’AP du Mali » (ERSAP) s’est tenue entre le 2 janvier et le 16 février 2018, avec une mission du terrain du 9 au 18 janvier 2018. L’équipe d‘évaluation se composait de Monsieur Francis Staub, consultant international, et Monsieur Ousmane Nianti Tangara, consultant national (qui a effectué la visite des sites).

L’équipe d’évaluation tient à remercier tout particulièrement Monsieur Oumar TAMBOURA, conseiller au programme/chef cluster environnement et développement durable au Programme des Nations Unies pour le Développement pour avoir facilité l’organisation de la mission et des rencontres ; Monsieur Mamadou Salif KONE, Coordinateur National projet pour sa disponibilité et sa connaissance approfondie du projet. Monsieur Soumana TIMBO, Directeur national adjoint, Direction Nationale des Eaux et Forêts, Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, pour l’organisation des réunions de travail avec le personnel du ministère et autres parties prenantes du projet. Enfin, nous adressons nos remerciements aux chauffeurs pour leur disponibilité.

## Description du projet

Le projet « Extension et renforcement du système des aires protégées au Mali » (ERSAP) est une initiative du gouvernement malien, cofinancé par le Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le projet est localisé dans la région de Kayes et couvre les cercles de Bafoulabé, Kéniéba et Kita. Le but du projet est de contribuer à la conservation de la biodiversité importante sur le plan mondial au Mali et, en particulier, de la riche biodiversité du Sud-Ouest du pays où des mammifères, notamment l’élan de Derby (*Taurotragus derbianus*) et les chimpanzés de l’Ouest (*Pan troglodytes verus*) existent encore. L’objectif du projet consiste à étendre le domaine protégé au Mali et renforcer, dans une large mesure, l’efficacité de la gestion du système d’aires protégées (AP), en mettant l’accent, en particulier sur la région du Sud-Ouest et en expérimentant de nouveaux modèles de gestion fondés sur les catégories internationales d’AP.

Le projet est mis en œuvre par le PNUD et exécuté par la Direction Nationale de Eaux et Forêt (DNEF) du Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable (MEADD) suivant les modalités d'exécution nationale (NEX). Signé le 23 décembre 2010, le Document de Projet (PRODOC) prévoyait une durée initiale de mise en œuvre de 4,5 ans (54 mois), prolongée à 5 ans dès son enregistrement dans ATLAS. La clôture du projet était prévue pour Août 2015, mais a été effective au 31 décembre 2017. Le tableau 1 ci-dessous présente les informations principales du projet. Une évaluation à mi-parcours a été conduite en 2015, et proposait 9 recommandations.

## Objectif et approche de l’évaluation ex-post

L’évaluation finale (ou terminale) sert d’évaluation récapitulative étant donné qu’elle est effectuée en fin de la phase d’exécution du projet. Cette évaluation récapitulative est réalisée dans le but de déterminer si les effets anticipés ont été réalisés. Elle est destinée à fournir des informations sur l’intérêt du programme et de se rendre compte de i) la stratégie du projet ; ii) la progression vers les résultats ; iii) la mise en œuvre sur le terrain du projet ; et iv) la durabilité des interventions mises en œuvre pour atteindre l'objectif global du projet. Le consultant a utilisé les critères de pertinence, d’efficacité, d’efficience, d’impact et de durabilité ; ont été aussi analysés la performance de l’exécution du projet, les points forts et faiblesses de

la conception, la mise en œuvre, le suivi et gestion adaptative du projet. L'évaluation a rassemblé et analysé les leçons apprises et meilleures pratiques, ainsi que des propositions pour renforcer les effets du projet et recommandations de mise en œuvre pouvant être utilisées pour de futures interventions. Enfin, cette évaluation finale se base sur des informations factuelles qui sont crédibles, fiables et utiles.

## Table de notation du projet

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Notes d'évaluation | | | |
| Suivi et évaluation | Notation | Agence d’exécution/agence de réalisation | Notation |
| Conception du suivi et de l’évaluation au démarrage | Modérément satisfaisant | Qualité de la mise en œuvre par le PNUD | Modérément satisfaisant |
| Mise en œuvre du plan de suivi et d’évaluation | Modérément satisfaisant | Qualité de l’exécution : agence d’exécution | Satisfaisant |
| Qualité globale du suivi et de l’évaluation | Modérément satisfaisant | Qualité globale de la mise en œuvre et de l’exécution | Satisfaisant |
| Évaluation des résultats | De l’agence d’exécution/agence de réalisation | Durabilité | De l’agence d’exécution/agence de réalisation |
| Pertinence | Pertinent | Ressources financières | Moyennement probable |
| Efficacité | Modérément satisfaisant | Sociopolitique | Moyennement probable |
| Efficience | Modérément satisfaisant | Cadre institutionnel et gouvernance | Moyennement peu probable |
| Note globale de la réalisation du projet | Modérément satisfaisant | Environnemental | Moyennement peu probable |
| Genre | Satisfaisant | Probabilité globale de la durabilité | Moyennement probable |

Résumé des conclusions, recommandations et leçons apprises

Au niveau global, le projet est moyennement satisfaisant (MS). L’équipe d’évaluation souligne tout de même les nombreuses activités mises en œuvre, et la bonne gestion du projet pour l’équipe du projet et son coordinateur. L’équipe reconnait aussi qu’au regard du contexte actuel et de la crise, des compétences disponibles et de l’ambition du projet, il apparaissait compliqué de pouvoir en atteindre l’objectif global. Les risques identifiés lors de la formulation du projet sont toujours d’actualité, même si leurs niveaux ont évolué et certains se sont aggravés.

Pertinence du projet - Le projet est en cohérence avec les priorités nationales et les engagements internationaux du Mali. Toutefois, à court terme, les activités d’écotourismes ne sont plus adaptées aux priorités du pays compte tenu de l’instabilité politique.

Gestion du projet - Bien que le projet ait eu un peu de mal à démarrer, l’équipe d’évaluation estime que la gestion a été satisfaisante (et ce malgré les changements de ministres très fréquents). Par exemple, le plan de travail annuel a été systématiquement élaboré, soumis et approuvé chaque année. On a aussi pu constater une très bonne relation de travail avec la DNEF. On peut regretter l’absence de mobilisation d’autres partenaires ou la recherche plus poussée de partenariat (cependant, le contexte actuel n’était pas forcement propice à cette activité).

Finance / Efficience - L’équipe d’évaluation estime que l’utilisation des ressources financières (l’efficience) a été modérément satisfaisante par rapport aux différentes activités qui ont été appuyées et au niveau de mise en œuvre des produits attendus. Cependant, avec un budget réduit et un grand nombre d’activités à mettre en œuvre, le projet a tout de même produit de nombreux documents (de qualité très variable).

Efficacité - L’atteinte des résultats est très hétérogène, mais dans l’ensemble, peu ont été pleinement atteints (de nouveau, les objectifs étaient très élevés). Compte tenu de la quasi absence de cofinancements, à un moment donné, il aurait peut-être fallu concentrer les efforts sur quelques activités plutôt que de vouloir toutes les mettre en œuvre.

Durabilité - L’équipe d’évaluation estime à modérément probable (ML) la durabilité socio-économique, institutionnelle, environnementale et financière des résultats du projet. En effet, il aurait fallu pouvoir mettre en œuvre beaucoup plus d’activités génératrices de revenus pour améliorer les bénéfices des populations riveraines des AP (et donc réduire les pressions), mieux travailler sur la pérennité financière du système national d’AP (et notamment se concentrer sur d’autres alternatives à l’éco-tourisme qui parait peu probable pour le moment), et enfin achever le travail sur le cadre institutionnel pour les AP (qui aurait constituer une garantie forte de durabilité du projet).

Recommandations

Une AP n’est autonome qu’au bout de 10 à 15 ans. L’appui aux projets doit donc pouvoir se développer sous forme d’un programme découpé en 3 phases de l’AP : la première phase dite de création (qui se termine à la création officielle de l’AP), la deuxième phase qui vise l’opérationnalisation et la consolidation de la gestion, et enfin la phase « d’autonomie » (atteinte lorsque l’AP atteint un degré avancé d’autonomie technique, organisationnelle et financière). Dans le cas du présent projet, ce dernier, s’attachait à apporter son soutien à l’ensemble des phases en même temps. Le PNUD devrait donc recentrer ses financements sur un nombre moins importants de projets mais en maintenant l’effort financier sur un même site pendant plus longtemps. Les financements des petits projets pourraient venir compléter ce dispositif.

Les projets doivent avoir des composantes de terrain et réaliser rapidement des actions concrètes et visibles au bénéfice des populations afin qu’elles s’approprient le projet et en reconnaissent l’utilité. Ainsi, l’absence d’activités de terrain réduit significativement la motivation des parties prenantes bénéficiaires. Il est aussi important de ne pas « promettre » plus que ce qu’il sera possible de réaliser.

Réaliser des études de faisabilité plus approfondies et si possible des études approfondies de la faisabilité technique et socio-économique des AGR et confier leur développement à des professionnels. Ces activités doivent bénéficier en priorité aux personnes pénalisées par le projet d’AP.

Les projets d’appui aux AP qui incluent le développement de plans de gestion doivent anticiper le financement de celui- ci par des activités de plaidoyer en cours de mise en œuvre ou idéalement dès la phase de conception en prévoyant des phases additionnelles de l’intervention. Dans tous les cas, ces plans de gestion sont systématiquement trop ambitieux et non financés dans leur globalité ; il est important en phase de formulation de ces plans d’établir avec les communautés des priorités plutôt que des listes d’actions à financer.

S’assurer que le délai entre 2 projets soit le plus court possible afin de ne perdre les acquis du premier projet et ne pas avoir à tout recommencer depuis le début.

# Liste des abréviations, acronymes et lexique

## Liste des acronymes

AGIR Programme régional d’appui à la gestion intégrée des ressources naturelles ( AP Aires protégées

APT-BF Aires protégées transfrontalières du Bafing Falémé BM Banque mondiale

CDB Convention sur la Diversité Biologique

CDI Commissariat au Développement Institutionnel

CGP Cellule de gestion du projet

CORENA Conservation des Ressources Naturelles (projet) CPP Comité de pilotage de projet

CSCRP Cadre stratégique de croissance pour la réduction de la pauvreté CSLP Cadre stratégique pour la lutte contre la pauvreté

DNCN Direction nationale de la conservation de la nature DNEF Direction nationale des eaux et forêts

DPP Don de Préparation du Projet

DRCN Direction régionale de la conservation de la nature DSRP Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté EPA Établissement public à caractère administratif

FAO Food and Agriculture Organization / Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture

FCFA Franc de la Communauté financière africaine FEM Fonds pour l’environnement mondial

GIE Groupement d’intérêt économique

IER Institut d’économie rurale

MEADD Ministère de l’environnement, de l’assainissement et du Développement Durable METT Management Effectiveness Tracking Tool / Outil de suivi de l’efficacité de la gestion OBC Organisation à base communautaire

OMATHO Office malien du tourisme et de l’hôtellerie ONG Organisation non gouvernementale

ONGAP Office national de gestion des aires protégées OPNBB Opération parc national de la Boucle du Baoulé PAN Plan d’action national

PCAE Plans Communaux d’Action Environnementale

PCVBGE Projet de conservation et valorisation de la biodiversité du Gourma et ses éléphants PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PoWPA Programme of Work on Protected Areas / Programme de travail sur les aires protégées au titre de la Convention sur la biodiversité

PPG Phase de préparation du projet

PTF Partenaires techniques et financiers

RC Réserve Communautaire

RBTBF Réserve de biosphère transfrontière du Bafing-Falémé SIG Système d’information géographique

SNAP Système national des aires protégées

SNC Stratégie nationale de la conservation

SPWA Programme stratégique pour l’Afrique de l’Ouest TdR Termes de référence

UICN Union internationale pour la conservation de la nature

UNCCD United Nations Convention to Combat Desertification / Convention-cadre des Nations- Unies pour la lutte contre la désertification

UNESCO United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization / Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture

UNOPS United Nations Office for Project Services / Bureau des Nations Unies pour les services au projet

URC Unité régionale de coordination

WCPA World Commission on Protected Areas / Commission mondiale sur les aires protégées ZIC Zone d’intérêt cynégétique

ZTT Zone(s) tampon (s) et de transition

## Lexique

Amodiation - Acte juridique par lequel une autorité publique ou une communauté rurale concède le droit de gestion d’une aire protégée ou d’une zone cynégétique villageoise à une personne physique ou morale de droit privé pendant une période déterminée moyennant le payement de redevances fixées par les textes en vigueur.

Bornage - Le bornage est une opération par laquelle les propriétaires de terrains contigus s'entendent pour reconnaître la limite commune de leurs propriétés respectives.

Cercle - Le cercle est une collectivité territoriale regroupant plusieurs communes, doté d’une personnalité morale et bénéficiant de l’autonomie financière. Il y a 49 cercles au Mali. Le conseil de cercle est composé de membres élus par les conseillers communaux pour un mandat de 5 ans.

Déguerpissement - Opération par laquelle il est fait obligation pour des motifs d’utilité publique à des occupants d’une terre appartenant à la puissance publique de l’évacuer même s’ils ont cultivé ou construit. Il sert donc à mettre fin à une situation d'occupation illégale d'un terrain.

Produits forestiers non ligneux (PFNL) - La FAO a adopté comme définition de travail la définition suivante

: "Les produits forestiers non ligneux sont des biens d'origine biologique autres que le bois, provenant des forêts, d'autres terrains boisés ou provenant d'arbres hors forêts" (FAO, 1999).

# Introduction

## Objectif de l’évaluation

L’évaluation finale (ou terminale) sert d’évaluation récapitulative étant donné qu’elle est effectuée en fin de la phase d’exécution du projet. Cette évaluation récapitulative est réalisée dans le but de déterminer si les effets anticipés ont été réalisés. Elle est destinée à fournir des informations sur l’intérêt du programme et de se rendre compte de i) la stratégie du projet ; ii) la progression vers les résultats ; iii) la mise en œuvre sur le terrain du projet ; et iv) la durabilité des interventions mises en œuvre pour atteindre l'objectif global du projet. Les principaux objectifs sont de :

* Évaluer le taux d’exécution au niveau global et par produit.
* Analyser les points forts et les faiblesses de l’exécution du projet.
* Évaluer la qualité (efficacité et efficience) du projet en termes d’impacts actuel et futur.
* Évaluer l’Unité de Gestion du projet et son action au regard de la mise en œuvre du projet.
* Évaluer le niveau de progrès dans le développement des capacités des parties prenantes.
* Évaluer les résultats obtenus du projet et sa visibilité.
* Évaluer les acquis en lien avec les objectifs et les résultats du projet.
* Apprécier l’évolution des indicateurs du cadre logique du projet.

L’évaluation présente se base sur des informations factuelles qui sont crédibles, fiables et utiles.

## Portée et méthodologie

### Portée

L'évaluation finale a porté sur la mise en œuvre des activités du projet et a évalué la performance de celui- ci en tenant compte des résultats attendus, des objectifs et des effets accomplis et en utilisant les critères d'évaluation de pertinence, d'efficacité, d’efficience, de durabilité et d'impact. Le projet est évalué en fonction de la pertinence de ses objectifs généraux, et la cohérence avec les principaux objectifs des domaines d'intervention du FEM. De plus, la mesure dans laquelle le projet a traité spécifiquement les besoins des bénéficiaires (communauté dans et aux alentours des aires protégées) et institutionnels a également été passée en revue. L'efficacité vise à analyser dans quelle mesure le projet a atteint ses résultats et objectifs à partir des activités prévues ; ont été également proposées des leçons apprises dont on pourrait tenir compte dans le cadre de projets futurs similaires. L'efficience mesure comment le projet a utilisé les ressources (financières, humaines et matérielles) disponibles pour obtenir les résultats escomptés et aussi comment la mise en œuvre du projet s’est déroulée y compris le point de vue des partenaires / parties prenantes / institutions impliquées (in)directement dans l’intervention. Sous Impact, les aspects positifs et négatifs du projet ont été revus et si le projet a atteint les changements ou les

améliorations envisagées en début de projet. La durabilité́ examine les résultats du projet sous l’angle du

maintien des résultats une fois le projet clôturé et en particulier les aspects institutionnels, sociaux et financiers. L'évaluation a été menée de manière à fournir des informations avérées qui soient crédibles, fiables et utiles.

### Approche méthodologique

L'approche globale et la méthodologie de cette évaluation ont été alignées sur les lignes directrices énoncées dans les orientations du PNUD pour l'évaluation finale des projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Cette évaluation a été entreprise par un Consultant International et un Consultant National et a inclus les activités suivantes :

* La réalisation d’une mission de terrain pour la visite d’un échantillon représentatif des zones d’intervention du projet.
* La consultation des principales parties prenantes du projet.
* Une revue documentaire concernant l’ensemble des documents clés du projet.

De plus, les évaluateurs ont aussi pris en compte les conclusions et les recommandations de l’évaluation à mi-parcours réalisée en 2015.

Les évaluateurs ont adopté une approche participative et consultative garantissant une collaboration étroite avec les homologues du gouvernement, le bureau pays du PNUD, l’équipe chargée du projet, le conseiller technique du PNUD-FEM et les principales parties prenantes. Ainsi, l'évaluateur national a effectué une mission sur le terrain dans les Cercles de Bafoulabé, Kéniéba et Kita.

En parallèle de la mission de terrain, les évaluateurs ont procédé à une revue documentaire, en passant en revue les sources pertinentes d’information (liste des documents consultés disponible en annexe 5).

### Facteurs limitants

Les principaux facteurs limitants dans la cadre de cette évaluation finale ont été :

* Le faible temps disponible pour préparer l’évaluation et le fait que le consultant n’a pas eu accès aux documents en amont de sa mission de terrain.
* L’absence de concertation / échanges avec l’évaluateur national avant la mission. En effet, le consultant international a appris qu’un consultant national avait été recruté au moment de sa mission de terrain. Les deux consultants ont seulement eu une demi-journée de réunion pour préparer la mission de terrain du consultant national. De plus, ce dernier avait été recruté quelques jours avant et n’avait pas eu accès aux documents. Le consultant international n’a pas pu se rendre sur le terrain, et donc n’a pas pu vérifier les impacts directs ou indirects du projet et ses réalisations (ce qui est un réel probleme). Cependant, l'évaluateur national a effectué une mission sur le terrain dans les Cercles de Bafoulabé, Kéniéba et Kita.

## Structure du rapport d’évaluation

Ce rapport d'évaluation comporte quatre sections, et un résumé exécutif. Le résumé expose brièvement l’historique du projet et de sa conception, un résumé des résultats, des constats sur la gestion et autres aspects importants tels que sa durabilité, son impact et des conclusions et les recommandations pour les actions et les programmes futurs.

La partie introduction décrit le contexte et fournit une description de l'objet, de la portée, et de la méthodologie utilisée, ainsi que les limites de l’évaluation. La deuxième section présente les informations sur le projet, y compris la description du projet, le contexte et la stratégie de développement. La section

« constatations » est consacrée à l’analyse du projet et des résultats obtenus (la conception, sa mise en œuvre et les critères d'évaluation). Enfin, la dernière section vise à fournir les conclusions de l'évaluation, les recommandations pour l'avenir et les leçons apprises.

# Description du projet et contexte de développement

## Contexte Malien

Le Mali est un vaste pays de 18 millions d’habitants (2016) à l’économie très peu diversifiée et exposée de ce fait aux fluctuations des prix des produits de base. Traversé par le fleuve Niger, son territoire essentiellement désertique subit les conséquences du changement climatique. Malgré une

Population : 17,7 millions Taux de pauvreté : 47,1 %

Indice d'inégalité genre : 0,689

Indice de développement humain : 0,419

population clairsemée, dont 10 % seulement vit dans les régions du Nord, la forte croissance démographique conjuguée à la sécheresse ont fait monter l’insécurité alimentaire, la pauvreté et l’instabilité. La délivrance de services sur ce territoire étendu est compliquée, ce qui rejaillit sur l’égalité géographique et la cohésion sociale. Le Mali partage ses frontières avec l’Algérie, le Burkina Faso, la Guinée, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

Depuis quelques années, la situation politique et sécuritaire au Mali est particulièrement instable. Le début de l’année 2012 a été marqué par un coup d’État militaire et l’occupation des régions septentrionales du pays par des groupes armés. Ainsi, les secteurs comme le tourisme, l’hôtellerie et le secteur du bâtiment et travaux publics ont subi de plein fouet les effets de la crise politique. Face à cette situation les budgets de tous les services étatiques ont été officiellement réduits au dix-huitième (*revue à mi-parcours*).

Alors que le taux de pauvreté a baissé en moyenne de 55,6 % en 2001 à 43,6 % en 2010, des disparités régionales persistent et l’incidence de la pauvreté s’est aggravée pour atteindre 45 % en 2013. Son indice de développement humain classe le Mali au 176e rang sur 188 pays dans le classement établi en 2015 par l’ONU. Exacerbée par la sécheresse et la guerre, l’incidence de la pauvreté est beaucoup moins élevée dans les zones urbaines, les populations pauvres se concentrant à 90 % dans les zones rurales du sud du pays, où la densité démographique est la plus forte.

La superficie totale du pays est de 1 241 138 km2, elle comprend 5 types d’écosystème primaire :

1. écosystèmes désertiques (Sahara) ;
2. écosystèmes pré-désertiques (Sahel) ;
3. écosystèmes d’eau douce (Delta Central du Niger) ;
4. écosystèmes de savanes (Zone soudanienne) ;
5. écosystèmes "forestiers" (Zone guinéenne-nord).

La flore du Mali présente une grande variété d'espèces. Il a été dénombré 1 739 espèces spontanées ligneuses réparties entre 687 genres provenant de 155 familles, dont 8 sont considérées comme endémiques. La faune au Mali est caractérisée par la diversité des espèces et le nombre réduit des effectifs.

Elle ne compte pas moins de 136 espèces de mammifères (UICN, 1989), dont 70 espèces de grands mammifères. Les 42 espèces vivent dans les savanes soudaniennes occidentales et dans la zone sahélienne. Certaines de ces espèces sont actuellement en régression voire en disparition totale (le damalisque (*Damaliscus korrigum*), l’élan de Derby (*Taurotragus derbianus*), la girafe (*Giraffa camelopardalis reticulata*), …).

Le patrimoine riche et varié du Mali est malheureusement menacé de disparition à cause essentiellement des pressions anthropiques : défrichement, surpâturage, braconnage, pêche illicite, feux de brousse, lutte chimique antiparasitaire et anti-aviaire (utilisation des pesticides) et par les aléas climatiques (déficits pluviométriques notamment). Cette situation est exacerbée par la faiblesse de la sensibilisation à la protection de l'environnement des populations et l'accroissement démographique.

Parmi les obstacles qui freinent la préservation des ressources biologiques, figurent les conflits fonciers, l'insécurité foncière, l'insuffisance des moyens de l'Etat pour assurer la surveillance et la gestion appropriée des ressources, l’accroissement des besoins en ressources naturelles des populations, etc. En effet, la pauvreté de l'immense majorité de la population oblige les hommes et les femmes à surexploiter les ressources biologiques, ce qui en rend la gestion et la restauration particulièrement difficiles.

Tableau 1 : Aires protégées où intervient le projet (Sud-Ouest du Mali)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| AP ou complexe d’AP | Unités d’AP dans la zone du projet | Superficie (ha) | Catégorie de l’UICN | AP  existantes/ nouvelles | Brève description comprenant les caractéristiques écologiques et le niveau de menace et de dégradation [4] |
| Intervention primaire (complexe d’AP) | Parc national du Wongo | 53 499 | II | Existante | Deux types de végétations dominent  : 1) la savane caractérisée par la présence d’une couche herbacée et d’espèces ligneuses, notamment les écosystèmes de savane herbeuse, de savane d’arbustes, de savane et de plaines surélevées ; et 2) les forêts sèches et les forêts galeries. Trente-une (31) principales espèces de mammifères ont été inventoriées en 2002, notamment le singe rouge (*Erythrocebus patas*), le chacal (*Canis aureus*), le chat sauvage (*Felis silvestris lybica*), l’antilope des sables (*Hippotragus equinus*), le lièvre (*Lepus sp*), etc. En outre, la zone abrite la population la plus au Nord des chimpanzés de l’Ouest (*Pan troglodytes verus*), l’élan géant (Derby) (*Taurotragus derbianus*), le buffle nain de savane (*Syncerus caffer nanus*) et le lion. Il existe environ 50 espèces d’oiseaux. Il existe 102 558 habitants dans la zone et la densité moyenne est de 6 habitants au km². |
| Parc national du Kouroufing | 55 770 | II | Existante |
| Sanctuaire des chimpanzés du Bafing | 67 200 | IV | Existante |
| Réserve de biosphère transfrontalière du Bafing-Falémé (proposée)  *zone de base située sur le territoire malien estimée à 332 639 ha* | Zone d’intérêt cynégétique de Flawa | 73 940 | VI | Existante |
| Réserve de  faune de Mandé Wula | 39 050 | IV | Récente |
| Réserve de faune de Néma Wula | 44 730 | IV | Récente |
| Zone d’intérêt cynégétique de Gadougou II | 31 220 | VI | Nouvelle |

## Démarrage et durée du projet

Le projet a été approuvé le 23 décembre 2010 (la phase de préparation du projet s’est déroulée de mars à septembre 2009), mais son démarrage a pris du retard. Le coordinateur n’a été recruté qu’en juin 2011. A noter qu’il n’y a pas eu d’atelier de lancement ou de clôture (pour une restitution) avec les différentes parties prenantes du projet.

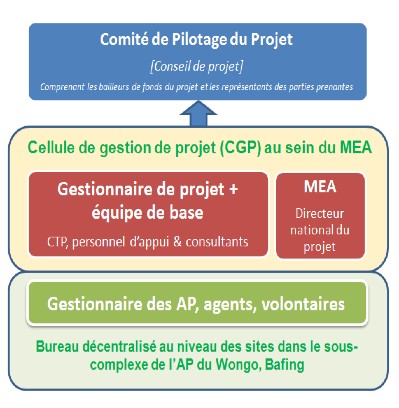
Le document de projet prévoyait une durée initiale de mise en œuvre de 4,5 ans (54 mois), prolongée à 5 ans dès son enregistrement dans ATLAS. Ainsi, initialement prévu pour être clôturé au 4 août 2015, le Fonds Mondial pour l’Environnement a accepté de proroger le projet jusqu’au 31 décembre 2017 avec l’utilisation du reliquat de son financement (de 267 749 dollars US). Cette prolongation s’est faite sans cout additionnel (*no-cost extension*). Cette extension était l’une des recommandations de l’évaluation à mi-parcours. A noter aussi, qu’il a été fait une prorogation de l’accord de participation aux couts de tierces parties entre le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable du Gouvernement du Mali et le Programme des Nations Unies pour le Développement (jusqu’au 31 décembre 2017).

Tableau 2 : principales étapes du projet

|  |  |
| --- | --- |
| Date | Étape |
| 23 décembre 2010 | Approbation du projet |
| Juin 2011 | Recrutement du coordinateur |
| 21 mars 2012 | *Coup* d’*état* militaire |
| 12 avril 2012, à Kita | Première session du comité de pilotage (qui a fait office d’atelier de lancement) |
| 26 mars 2013 | Deuxième session du comité de pilotage |
| 14 mars 2014 | Troisième session du comité de pilotage |
| 19 mars 2015 | Quatrième session du comité de pilotage |
| Juin et juillet 2015 | Évaluation à mi-parcours |
| Mai 2015 | Date de clôture initiale |
| 31 mars 1 avril 2016, à Kéniéba | Cinquième session du comité de pilotage |
| 10 janvier 2017, à Bamako | Sixième session du comité de pilotage |
| 31 décembre 2017 | Clôture du projet |

Tableau 3 : le recrutement de l’équipe du projet

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N°  d’ordre | Prénom Nom | Poste d’affectation | Date de recrutement |
| 1. | Mamadou Salif KONE | Coordinateur National du Projet | 09 Juin 2011 |
| 2. | Mamadou SISSOKO | Assistant Administratif et Financier | 1er Octobre 2011 |
| 3. | Sagaba SAMAKE | Gestionnaire des Aires Protégées | 1er Novembre 2012 |
| 4. | Moudibo COULIBALY | Aménagiste de la Faune | 1er Novembre 2012 |
| 5. | Madame SAMAKE Assa COULIBALY | Conseillère Suivi Écologique | 1er Novembre 2012 |
| 6. | Ibrahim Siy SOUMARE | Chauffeur du site | 1er Juin 2013 |
| 7. | Zoumana KONE | Chauffeur Coordinateur | Affectation Avril 2011 |



Organigramme du projet

## Problèmes à résoudre

Bien que le Gouvernement du Mali ait identifié la conservation de la biodiversité, et notamment à travers l’extension et la gestion durable de ses aires protégées, peu de mesures concrètes ont été prises, et notamment concernant l’augmentation de la superficie protégée (elle était de 4,7 % de la superficie du Mali au début du projet alors que la CBD recommande 17% d’ici 20201). Les principaux obstacles identifiés sont :

1 Objectifs d’Aichi pour la biodiversité 11 : D’ici à 2020, au moins 17% des zones terrestres et d’eaux intérieures et 10% des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d’aires protégées gérées efficacement et équitablement et d’autres mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l’ensemble du paysage terrestre et marin.

* L’absence et / ou la désuétude du cadre institutionnel, juridique et stratégique.
* L’absence de stratégie(s) à long terme pour la gestion des AP et de plans de gestion.
* Les institutions et le personnel des AP n’ont ni l’expérience ni les capacités nécessaires pour gérer les unités d’AP en tant que centres efficaces de conservation de la biodiversité.
* L’absence de modèles appropriés pour l’intégration du tourisme, des moyens d’existence de rechange et de la mise en œuvre efficace en vue d’assurer la protection à long terme des principaux sites d’AP.
* L’absence d’une stratégie intégrée pour la réduction de la pression au niveau des territoires sur les ressources naturelles.
* L’accroissement des pressions anthropiques sur les ressources naturelles.
* L’occupation illégale des aires protégées.

Le projet est nécessaire afin de renverser la tendance actuelle à la dégradation irréversible des écosystèmes importants et de la perte d’espèces menacées sur le plan mondial.

## Objectif de développement du projet

Le But du projet consiste à contribuer à la conservation de la biodiversité importante au plan mondial au Mali et, en particulier, de la riche biodiversité du Sud-Ouest du Mali où des mammifères, notamment l’élan de Derby et les chimpanzés de l’Ouest existent encore.

L’objectif du projet consiste à « étendre la couverture du domaine des aires protégées du Mali et améliorer l’efficacité de la gestion du système d’aires protégées, en mettant l’accent sur la région du Sud-Ouest et en expérimentant de nouveaux modèles de gestion fondés sur les catégories internationales d’AP ».

Le projet est organisé en trois composantes (résultats), avec, pour chacune d’elle, un effet attendu par la mise en œuvre du projet :

* Effet 1 : Le cadre de gouvernance national (juridique, stratégique, institutionnel et financier) pour la gestion des aires protégées offre un cadre propice pour l’extension et la gestion durable du système d’AP. Cette composante portait principalement sur la création et l’opérationnalisation d’une nouvelle institution : l’Office National pour la Gestion des Aires Protégées (ONGAP).
* Effet 2 : Des modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes fourniront des exemples reproductibles de pratiques optimales pour une gestion économique et durable des AP au Mali. Cette composante portait sur l’expérimentation de 3 modèles de gestion : i) la gestion directe par l’ONGAP ii) la gestion via un partenariat public-privé iii) la gestion communautaire.
* Effet 3 : La conservation dans le territoire plus large dans les zones tampons et de transition des réserves de biosphère du Sud-Ouest du Mali permettra de réduire les principales pressions sur les AP de base et la biodiversité. Cette composante porte sur l’amélioration de la gestion des principaux corridors de migration et zone tampons et de transition. Cette composante vise à compléter la deuxième en remédiant aux menaces indirectes au niveau du territoire plus large.

Pour atteindre ces trois effets, 12 résultats (produits) ont été établis dans le cadre stratégique de résultats du PRODOC. Ils sont présentés dans le tableau 4, ci-dessous.

Tableau 4 : Liste des produits par réalisation au titre du cadre stratégique de résultats

|  |
| --- |
| Réalisation 1 : Le Cadre de gouvernance national (juridique, stratégique, institutionnel et financier) pour la gestion des aires protégées crée un cadre propice pour l’extension et la gestion durable du système d’AP. |
| Produit 1.1 : Les nouveaux cadres juridique, stratégique, institutionnel et de régime foncier sont en place pour la gestion des AP, la gestion des zones tampons et de transition, les plans d’extension des AP afin de créer un cadre pour la cogestion des AP et des partenariats public-privé. |
| Produit 1.2 : La Stratégie nationale des AP (en cours de préparation) prend en compte, entre autres facteurs pertinents, le rôle du nouvel Office des AP, les options de financement durable, l’extension et la consolidation à long terme des AP, les impacts potentiels des changements climatiques sur le système d’AP. |
| Produit 1.3 : Le système d’AP est étendu formellement d’environ 1 150 kilomètres carrés avec la création d’une nouvelle AP de base du côté malien de la Réserve de biosphère transfrontalière du Bafing- Falémé, la définition juridique des corridors à usages multiples et des zones tampons et de transition (ZTT) des réserves de biosphère du Bafing-Falémé et du Baoulé, assurant une meilleure protection des passages de migration le long des écosystèmes riverains critiques (forêts galeries) dans le domaine des AP, et la création de nouvelles réserves gérées par les communautés. |
| Produit 1.4 : La DNEF et le nouvel Office des AP ont les capacités renforcées (grâce aux programmes de certification de la formation) de créer des partenariats stratégiques de gestion des AP (y compris avec les opérateurs touristiques et les pays voisins). |
| Produit 1.5 : Une stratégie pour la gestion financière consolidée et efficace du système national d’AP du Mali est élaborée et mise en œuvre (en mettant à profit le potentiel de développement de l’écotourisme). |
| Réalisation 2 : Des modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes fournissent des exemples reproductibles de pratiques optimales en matière de gestion en vue d’assurer une gestion économique durable des AP au Mali. |
| Produit 2.1 : Trois zones pilotes d’AP, représentatives de la mosaïque de l’écosystème au Sud-Ouest du Mali, sont opérationnelles (dotées d’un personnel et d’équipements suffisants et d’infrastructures de gestion) et comptent sur les plans et les engagements de financement du secteur privé et de l’Etat pour couvrir les dépenses courantes des AP. |
| Produit 2.2 : Les outils d’une gestion efficace des AP sont expérimentés. |
| Produit 2.3 : Au moins un partenariat modèle pour la gestion durable des zones d’intérêt cynégétique gérées par le privé est élaboré et constamment amélioré en mettant à profit les forces et en corrigeant les faiblesses des modèles de gestion existants |
| Produit 2.4 : Les communautés voisines des AP sont organisées et leurs capacités renforcées en vue de participer efficacement à la planification de la gestion des AP et respectent les règlements de conservation en vigueur pour les AP pertinentes et afin de participer aux moyens d’existence de rechange et aux activités d’écotourisme. |
| Réalisation 3 : La conservation du territoire plus large dans les zones tampons et de transition des réserves de biosphère du Sud-Ouest du Mali réduit les principales pressions sur les AP de base et la biodiversité. |
| Produit 3.1 : Les corridors de migration spécifiques et quelques zones tampons et de transition (ZTT) de deux réserves de biosphère (Boucle du Baoulé et Bafing-Falémé) sont classés et gérés efficacement. |
| Produit 3.2 : La gestion des principaux corridors de migration et des ZTT repose sur un exercice de zonage approfondi et participatif, ainsi que sur une planification de la gestion intégrée. |
| Produit 3.3 : La création d’un régime de gestion des feux de brousse pour les zones tampons et de transition (ZTT) des AP gérées selon les meilleures informations scientifiques contribue efficacement aux efforts de gestion des AP sur le terrain. |

## État de référence des indicateurs et cadre logique

Trois indicateurs de référence (pour l’objectif global) ont été définis lors de la formulation du projet dans

le cadre stratégique de résultats, à savoir :

1. Augmentation de la superficie du territoire national gérée sous forme d’aires protégées.
2. Amélioration des notes moyennes au titre du METT pour les aires protégées du Mali.
3. Réduction de la conversion des forêts galeries et des savanes arborées en terres agricoles.

Des indicateurs pour chaque composante ont aussi été définis :

Tableau 5 : Liste des indicateurs par composante (réalisation)

|  |
| --- |
| Réalisation 1 : Le Cadre de gouvernance national (juridique, stratégique, institutionnel et financier) pour la gestion des aires protégées crée un cadre propice pour l’extension et la gestion durable du système d’AP. |
| Indicateur 1 : la superficie totale des terres représentatives des zones de forêts soudaniennes et soudano- guinéennes du Sud-Ouest du Mali et couverte par un statut de protection officiel en tant qu’aires de base dans la Réserve de biosphère de la Boucle du Baoulé existante et la partie malienne proposée pour la réserve de biosphère transfrontalière du Bafing-Falémé. |
| Indicateur 2 : tableau de notation de l’évaluation des capacités. |
| Indicateur 3. Tableau de notation de la durabilité financière Composantes :   1. Cadres juridique, réglementaire et institutionnel ; 2. Planification des activités et outils pour la gestion économique ; 3. Outils pour la génération de revenu Total/moyenne |
| Réalisation 2 : Des modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes fournissent des exemples reproductibles de pratiques optimales en matière de gestion en vue d’assurer une gestion économique durable des AP au Mali. |
| Indicateur 1 : efficacité de la gestion des AP dans les sites de projet (notation METT – points totaux possibles : 102). |
| Indicateur 2 : outils de gestion de base des AP en place : plan de gestion, gestionnaire, personnel et ressources des AP disponibles. |
| Indicateur 3 : les moyens d’existence de rechange génèrent des revenus plus élevés pour les populations locales. |
| Réalisation 3 : La conservation du territoire plus large dans les zones tampons et de transition des réserves de biosphère du Sud-Ouest du Mali réduit les principales pressions sur les AP de base et la biodiversité. |
| Indicateur 1 : situation quantifiable du couvert végétal dans les zones tampons et de transition (ZTT) de la biosphère du Bafing-Falémé. |
| Indicateur 2 : stabilisation du nombre et distribution des espèces de faune menacées faisant l’objet d’indicateurs ou migratoires dans les habitats critiques. |

## Partie prenantes principales

Une analyse complète des parties prenantes avait été effectuée dans le DPP et les principaux acteurs identifiés sont listés ci-dessous :

* Ministère de l’environnement et de l’assainissement et structures connexes.
* Ministère des mines et autres ministères clés.
* Direction nationale des eaux et forêts et services nationaux, régionaux et locaux connexes.
* Office national du tourisme.
* Collectivités et administrations territoriales.
* Acteurs non étatiques, ONG environnementales, associations de chasseurs, ONG de

développement.

* Partenaires au développement.
* Secteur privé.
* Paysans locaux.
* Transhumants.
* Chasseurs.

## Résultats attendus

Les résultats attendus sont rappelés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : les résultats attendus

|  |
| --- |
| Objectif : étendre la couverture du domaine des aires protégées du Mali et améliorer l’efficacité de la gestion du système d’aires protégées, en mettant l’accent sur la région du Sud-Ouest et en expérimentant de nouveaux modèles de gestion fondés sur les catégories internationales d’AP. |
| Le domaine national des AP comprend au moins 5,7 millions d’ha d’AP classées (plus de 4,6 % de la superficie du Mali, y compris 100 000 ha de nouvelles aires protégées créées). |
| 350 000 ha d’anciens parcs sur papier et 100 000 ha de nouvelles AP dans la région du Bafing-Falémé-Baoulé font l’objet d’une bonne gestion. |
| La réserve de biosphère transfrontalière est créée. |
| Note moyenne au titre du METT : 28 %. |
| Forêts galeries : 0,5 %  Savanes arborées : 2 % par an (y compris l’agriculture par rotation). |
| Réalisation 1 : le Cadre de gouvernance national (juridique, stratégique, institutionnel et financier) pour la gestion des aires protégées crée un cadre propice pour l’extension et la gestion durable du système d’AP. |
| Au moins 860 000 hectares d’aires protégées de base classées. |
| Les scores du tableau de notation de l’évaluation des capacités sont les suivants :   * Systémique 18/30 (57 %) * Institutionnel24/45 (51 %) * Individuel 10/21 (46 %)   - Moyenne52/96 (54 %) |
| Les scores du tableau de notation de la durabilité financière sont les suivants :   * Cadres juridique, réglementaire et institutionnel : 20 % * Planification des activités et outils pour la gestion économique : 20 % * Outils pour la génération de revenu : 20 % * Total/moyenne : 22 % |
| Réalisation 2 : des modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes fournissent des exemples reproductibles de pratiques optimales en matière de gestion en vue d’assurer une gestion économique durable des AP au Mali. |
| Les notations METT sont :   * Kouroufing : 22 * Wongo : 23 * Sanctuaire des chimpanzés : 23 * WR de Mandé Wula : 23 * CFR de Yoroya : 17 |
| Plans de gestion disponibles en ligne. |
| Gestionnaire et personnel en place et formés. |

|  |
| --- |
| Trois (3) nouvelles opérations d’écotourisme à base communautaire génèrent des revenus et des emplois. |
| Réalisation 3 : la conservation du territoire plus large dans les zones tampons et de transition des réserves de biosphère du Sud-Ouest du Mali réduit les principales pressions sur les AP de base et la biodiversité. |
| Photographie aérienne et images satellitaires traitées dans le SIG. |
| ZTT clairement marquée au sol – observation directe. |
| Statut juridique clarifié et compris par 50 % des chefs de village dans les villages environnants (questionnaires). |
| Augmentation moyenne de 10 % de la densité de la population à la fin du projet (enquêtes). |
| Carte de distribution des espèces. |

## L’évaluation à mi-parcours

Une évaluation à mi-parcours s’est déroulée entre juin et juillet 2015. Le tableau ci-dessous rappelle les 9 recommandations formulées.

Tableau 7 : les recommandations de l’évaluation à mi-parcours

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| # | Recommandation | Entité responsable |
| R.1 | Prolonger le projet de 6 à 12 mois (selon le cofinancement sécurisé de l’État). | Équipe projet et PNUD |
| R.2 | Être pragmatique pour finaliser la création légale des AP d’ici au 30 juin 2016. | Équipe projet, PNUD et DNEF |
| R.3 | Recruter une assistance internationale pour identifier et mettre en place des solutions face aux problèmes de conflits villageois dans les AP. | Équipe projet et PNUD |
| R.4 | Évaluer à l’aide d’une étude de capitalisation les 3 modèles de gestion des AP expérimentés dans le projet. | Équipe projet |
| R.5 | Améliorer l’efficacité de la surveillance des AP en mettant en œuvre un plan de formation et de suivi des agents forestiers et des collaborateurs communautaires. | Équipe projet |
| R.6 | Élaborer un véritable Business Plan des AP et une stratégie de pérennisation financière. En particulier, le choix de développement de l’écotourisme doit être analysé. | Équipe projet |
| R.7 | Formaliser un protocole de collaboration avec le Ministère des Mines. | Équipe projet |
| R.8 | Intensifier le travail de développement communautaire autour des AP : établir au moins deux partenariats (État, ONG, PTF) conduisant à des projets de terrain. | Équipe projet |
| R.9 | Établir une collaboration avec les recherches scientifiques en cours dans le complexe Wongo. | Équipe projet |

# Constatations

## Conception de projet / formulation

### Analyse du cadre logique / cadre de résultats

L’évaluation à mi-parcours avait procédé à une analyse détaillée de la conception / formulation du projet. Ainsi, elle constatait que « *le PRODOC de qualité moyenne et hétérogène, avec une bonne description du contexte et des challenges du Mali en termes de conservation mais avec un cadre d’intervention trop*

*ambitieux et une description parfois peu précise des activités* ». L’équipe d’évaluation partage cet avis. Elle partage aussi les remarques relatives aux nombres d’indicateurs trop important, et parfois redondants ou contradictoires, et à la description des activités (et notamment sur le caractère trop littéraire et le manque de précisions techniques).

En complément des observations faites dans l’évaluation à mi-parcours, l’équipe d’évaluation s’interroge sur :

* Le caractère ambitieux du projet est par exemple illustré avec l’indicateur suivant : « plan de gestion, gestionnaire, personnel et ressources des AP disponibles ». Tout d’abord, il n’existe pas vraiment d’étude de référence sur le personnel disponible et/ou sur le budget nécessaire pour la gestion des AP avant le projet et donc il est difficile – et ambitieux- de pouvoir atteindre cet objectif (qui ne l’a pas été).
* Le PRODOC définit 12 résultats attendus qui sont détaillés en activités. On peut reprocher un manque de précision technique dans la description des activités (souvent « trop littéraire ») et parfois une structuration redondante des activités. Certaines activités se retrouvent dans plusieurs produits à la fois, ce qui a engendre des confusions pour la planification du coordinateur du projet. Par exemple, l’établissement d’un plan de financement des AP se retrouve à la fois au niveau du produit 1.1, 1.2 et 1.5. La collaboration avec Synergie environnement apparaît à la fois au produit 2.3 et 1.3. Ainsi, le PRODOC aurait pu être plus précis et mieux structuré pour la description des activités. On peut aussi reprocher le manque « d’indépendance » des résultats.
* On peut aussi noter quelques objectifs contradictoires : ainsi il est mentionné une *« Stabilisation du nombre et distribution des espèces de faune menacées faisant l’objet d’indicateurs ou migratoires dans les habitats critiques* » avec comme but recherché une « *Augmentation moyenne de 10 % de la densité ́ de la population à la fin du projet (enquêtes)* ». Il existe ici une contradiction entre stabilisation et augmentation.
* Des formulations, tout au long du document, peu heureuses (claires), et donc difficile parfois à bien appréhender. A titre d’exemple, on peut citer les informations mentionnées pour le « *but à la fin du projet* » de l’indicateur 3. *Réduction de la conversion des forêts galeries et des savanes arborées en terres agricoles : Forêts galeries : 0,5 %. Savanes arborées : 2 % par an.*

Que signifie cet indicateur ? Une augmentation du couvert végétal ?

* L’absence de quantification pour de nombreux indicateurs rend aussi l’évaluation compliquée. A titre d’exemple, pour l’indicateur 3 « *Les moyens d’existence de rechange génèrent des revenus plus élevés pour les populations locales* », aucun chiffre n’est fourni. Il existe plusieurs interprétations possibles pour « plus élevées ».
* Les évaluateurs s’interrogent aussi sur le fondement scientifique de certains indicateurs. Dans le cadre de la composante 3, l’un des buts était une « *Augmentation moyenne de 10 % de la densité de la population à la fin du projet (enquêtes)* » ; comment et pourquoi le 10 % a été défini ? De plus, dans ce cas, il n’existait pas de situation de référence, donc, comment évaluer l’indicateur ? Parfois, les indicateurs sont quantifiés, mais l’état de référence n’étant pas disponible, il est très compliqué de bien les évaluer.

Ainsi, dans le cadre d’un projet aussi ambitieux, sur une échelle spatiale assez importante, et avec des

moyens humains limités, une meilleure formulation du projet aurait été nécessaire. Il aurait aussi été important de disposer de l’ensemble des états de référence pour mieux appréhender les résultats. Il aurait aussi été important de mieux définir les indicateurs, qui sont trop nombreux, parfois redondants voire contradictoires. Certains des indicateurs d’objectif et d’effets identifiés ne sont pas spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et réalistes dans le temps (voir tableau 8). Enfin, certains résultats dépendaient de l‘atteinte d’autres résultats. Ainsi, le fait que la nouvelle loi fixant les principes de gestion de la faune et de son habitat n’a pas – encore – été adoptée a eu des répercussions sur de nombreuses autres activités.

Tableau 8 : Caractères « SMART » des indicateurs

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Indicateur | But à la fin du projet | S | M | A | R | T |
| Objectif : étendre la couverture du domaine des aires protégées du Mali et améliorer l’efficacité de la gestion du système d’aires protégées, en mettant l’accent sur la région du Sud-Ouest et en expérimentant de nouveaux modèles de gestion fondés sur les catégories internationales d’AP | | | | | | |
| Augmentation de la superficie du territoire national gérée sous forme d’aires protégées | Le domaine national des AP comprend au moins 5,7 millions d’ha d’AP classées (plus de 4,6 % de la superficie du Mali, y compris 100 000 ha de nouvelles aires protégées créées) | O | O | N | N | O |
| 350 000 ha d’anciens parcs sur papier et 100 000 ha de nouvelles AP dans la région du Bafing-Falémé-Baoulé font l’objet d’une bonne gestion | O | O | N | O | O |
| La réserve de biosphère transfrontalière est créée | O | O | N | N | O |
| Amélioration des notes moyennes au titre du METT pour les aires protégées du Mali | Note moyenne au titre du METT : 28 % | O | O | O | N | O |
| Réduction de la conversion des forêts galeries et des savanes arborées en terres agricoles | Forêts galeries : 0,5 %  Savanes arborées : 2 % par an (y compris l’agriculture par rotation) | N | N | N | O | O |
| Réalisation 1 : Le Cadre de gouvernance national (juridique, stratégique, institutionnel et financier) pour la gestion des aires protégées crée un cadre propice pour l’extension et la gestion durable du système d’AP | | | | | | |
| 1. La superficie totale des terres représentatives des zones de forêts soudaniennes et soudano-guinéennes du Sud- Ouest du Mali et couverte par un statut de protection officiel en tant qu’aires de base dans la Réserve de biosphère de la Boucle du Baoulé existante et la partie malienne proposée pour la réserve de biosphère transfrontalière du Bafing-Falémé | Au moins 860 000 hectares d’aires protégées de base classées | O | O | N | N | O |
| 2. Tableau de notation de l’évaluation des capacités | Systémique 18/30 57 % Institutionnel 24/45 51 % Individuel 10/21 46 % Moyenne 52/96 54 % | O | N | N | N | O |
| 3. Tableau de notation de la durabilité financière  Composantes : | But | O | N | N | N | O |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1) Cadres juridique, réglementaire et | 20 % |  |  |  |  |  |
| institutionnel |  |
| 2) Planification des activités et outils pour la | 20 % |
| gestion économique |  |
| 3) Outils pour la génération de revenu | 20 % |
| Total/moyenne | Total : 22 % |
| Réalisation 2 : Des modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes fournissent des exemples reproductibles de pratiques optimales en matière de gestion en vue d’assurer une gestion économique durable des AP au Mali | | | | | | |
| 1. Efficacité de la gestion des AP dans les sites | Kouroufing : 22 | O | O | O | O | O |
| de projet (notation METT – points totaux | Wongo : 23 |  |  |  |  |  |
| possibles : 102) | Sanctuaire des chimpanzés : 23 |  |  |  |  |  |
|  | WR de Mandé Wula : 23 |  |  |  |  |  |
|  | CFR de Yoroya : 17 |  |  |  |  |  |
| 2. Outils de gestion de base des AP en place : plan de gestion, gestionnaire, personnel et ressources des AP disponibles | Plans de gestion disponibles en ligne Gestionnaire et personnel en place et formés | O | O | N | O | O |
| 3. Les moyens d’existence de rechange génèrent des revenus plus élevés pour les populations locales | Trois (3) nouvelles opérations d’écotourisme à base communautaire génèrent des revenus et des emplois | O | O | N | O | O |
| Réalisation 3 : La conservation du territoire plus large dans les zones tampons et de transition des réserves de biosphère du Sud-Ouest du Mali réduit les principales pressions sur les AP de base et la biodiversité | | | | | | |
| 1. Situation quantifiable du couvert végétal dans les zones tampons et de transition (ZTT) de la biosphère du Bafing-Falémé | Photographie aérienne et images satellitaires traitées dans le SIG | O | O | O | O | O |
| ZTT clairement marquée au sol | O | O | N | O | O |
| Statut juridique clarifié et compris par  50 % des chefs de village dans les villages environnants | O | N | N | O | O |
| 2. Stabilisation du nombre et distribution des espèces de faune menacées faisant l’objet d’indicateurs ou migratoires dans les habitats critiques | Augmentation moyenne de 10 % de la densité de la population à la fin du projet (enquêtes) | O | N | N | N | O |
| Carte de distribution des espèces | O | O | N | O | O |

*(S : spécifique ; M : mesurable ; R : réalisable (achievable) ; P : pertinent (relevant) ; T : Temporellement défini)*

### Hypothèses et risques liés au projet

Huit risques ont été identifiés lors de la formulation du projet, dont deux étaient identifiés moyens et deux comme élevé. Ce projet présentait donc plusieurs risques importants. Des mesures d’atténuation avaient été proposées dans le PRODOC pour faire face aux risques si nécessaire. Globalement, les risques ont bien identifié lors de la formulation du projet, mais leur niveau a parfois été sous-estimé. De plus, le conflit qu’a subi le Mali a largement aggravé la situation. Le risque d’instabilité politique, évalué moyen, n’aurait pas pu être classé élevé en 2009. En effet, le coup d’Etat et la guerre n’étaient pas prévisibles. Cette instabilité politique a néanmoins eu d’importantes conséquences dans la gestion du projet. Le tableau ci-dessous présente ces huit risques, ainsi que l’évaluation de leur pertinence.

Tableau 9 : risques identifiés et l’évaluation de leur pertinence.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Risques identifiés | Impact | Probabilité | Évaluation du risque | Commentaires |
| L’Office de gestion des AP n’est pas créé. | Élevé | Probable | Élevé | Ce risque a très bien été identifié et effectivement à ce jour, l’office n’a pas été créé. Les mesures d’atténuation proposées étaient adéquates. |
| La construction de la nouvelle route Bamako-Dakar se  traduit par des pressions humaines incontrôlées sur le complexe d’AP du Bafing. | Élevé | Probable | Élevé | Risque très bien identifié mais les mesures d’atténuation proposées étaient irréalisables (et notamment la taxe « verte »). A noter, que l’impact sur le projet a été fort, sachant que cette route a facilité l’accès aux AP et une exploitation non contrôlée des ressources. |
| La surveillance dans les AP n’est pas efficace, ce qui entraîne une baisse des populations de biodiversité importantes au plan mondial. | Élevé | Peu probable | Moyen | Risque peut-être un peu sous-évalué sachant qu’à ce jour, la surveillance des AP pose toujours un problème, et notamment à cause du faible nombre d’agents disponibles. Les mesures d’atténuation proposées n’étaient pas adéquates sachant par exemple, que le budget de l’État disponible pour la surveillance est très (trop) faible, et donc le nombre d’agents ne semblent pas avoir augmenté et pas de mise à disposition de matériel (ou pas assez). Ainsi, la mesure : « renforcement des équipes de surveillance grâce à la formation, aux armes et à une collaboration efficace avec l’armée » était trop ambitieuse. A noter aussi que les changements fréquents d’affection du personnel posent aussi un problème. |
| Les changements climatiques exacerbent la fragmentation des habitats dans les écosystèmes terrestres et accentuent les conflits homme- animaux sauvages. | Élevé | Peu probable | Moyen | Un risque bien identifié mais sur lequel les mesures d’atténuation au niveau local ont peu d’impact. |
| Les conflits liés aux insuffisances du régime foncier empêchent la consolidation et l’extension des AP. | Moyen | Peu probable | Faible | Ce risque était peut-être un peu sous-estimé, et notamment sachant que les conflits étaient déjà présents au début du projet. Sachant que très d’actions concrètes de terrain, et au bénéfice des populations locales ont été mises en œuvre, ces conflits sont toujours présents. |
| Les stratégies contradictoires du gouvernement pour la conservation et l’exploitation minière se traduisent par un blocage politique. | Moyen | Peu probable | Faible | Ce risque était peut-être un peu sous-estimé. L’exploitation minière a été trop peu impliquée tout au long du projet. Cette exploitation reste une pression sur les AP. |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Risques identifiés | Impact | Probabilité | Évaluation du risque | Commentaires |
| Les communautés | Moyen | Peu probable | Faible | A la fin du projet, il apparait que les communautés |
| locales ne changent |  |  |  | n’ont pas changé de pratiques agropastorales. Elles |
| pas les pratiques |  |  |  | continuent la pratique extensive, les troupeaux |
| ancestrales |  |  |  | transhumants continuent à s’installer dans la |
| (transhumance, |  |  |  | réserve, la chasse se fait toujours dans les AP, et les |
| chasse, feux de |  |  |  | feux de brousse sont toujours utilisés. Ces pratiques |
| brousse) qui menacent |  |  |  | constituent une menace sur les ressources des AP. |
| la biodiversité |  |  |  | Le niveau de risque était donc sous-évalué et son |
|  |  |  |  | impact aussi. |
| Les communautés | Moyen | Peu probable | Faible | Les avantages que les communautés locales tirent |
| locales ne tirent pas |  |  |  | des AP ne sont pas assez importants, et les activités |
| parti des avantages liés |  |  |  | alternatives (en nombre réduit) ont été mises en |
| aux activités de |  |  |  | œuvre tardivement. On peut donc estimer que ce |
| rechange et au |  |  |  | risque était sous-évalué. A noter que le coup d’état |
| tourisme. |  |  |  | n’a pas facilité le développement du tourisme (ce |
|  |  |  |  | n’était pas prévisible). |

Ainsi, globalement, les risques ont été bien identifiés lors de la formulation du projet, mais leur niveau a parfois été sous-estimé. Un autre risque aurait peut-être pu être ajouté, le manque de confiance entre les populations locales et les agents.

### Leçons apprises d’autres projets et intégrées dans le projet

Le projet AGIR (Le programme d’appui à la gestion intégrée des bassins du Niger et de la Gambie financé par l’Union européenne) – Le projet ERSAP s’est basé sur les résultats du projet AGIR pour mener les activités de renforcement de capacités des comités villageois de surveillance (anciens comités de AGIR), et pour la création des nouvelles AP (identifiées au cours du projet AGIR).

L’intégration d’expériences d’autres projets dans le développement du projet a été très faible, et le projet en aurait surement beaucoup bénéficié. On peut ainsi regretter l’absence de référence aux projets suivants :

- Programme de gestion décentralisée des forêts (GEDEFOR). L’objectif principal du Programme GEDEFOR était de « contribuer à la gestion décentralisée des ressources forestières et à l’augmentation des revenus des populations rurales défavorisées (hommes et femmes) en vue d’assurer la durabilité de ces ressources ». Le programme GEDEFOR visait la gestion rationnelle, décentralisée (et intercommunale dans la mesure du possible) des ressources forestières au niveau de 100 communes sélectionnées dans les zones forestières. Sachant que le projet a beaucoup travaillé sur le revenu des populations à travers les AGR, des expériences ou bonnes pratiques issues de ce projet aurait pu être prises en compte.

### Participation prévue des parties prenantes

La participation des parties prenantes dans le cadre du projet a été très bonne. L’une des meilleures illustrations est la création d’un comité de pilotage (par arrêté) dont la composition est très complète, et la forte mobilisation à l’occasion des comités de pilotage.

### Approche de réplication

A ce jour, les résultats ne sont pas encore assez concluants pour pouvoir envisager des réplications. De nombreuses actions mériteraient d’être prolongées et/ou renforcées afin de voir quels seraient les résultats concrets, et éventuellement, de pouvoir ensuite les répliquer. On peut notamment citer :

* La mise en place des activités génératrices de revenus. Le projet a permis le développement d’activités alternatives génératrices de revenus pour les femmes, mais dans seulement 6 villages (Foré, Makadougou, Sitaféto, Niarakira, Oulara, Samou) sur 42 villages de la zone du projet. Ces activités pourraient être effectivement répliquées mais pour cela il faudrait aussi mettre en place des formations et fournir le matériel nécessaire.
* Les modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes ne sont pas encore en mesure de fournir des exemples reproductibles de pratiques optimales en matière de gestion en vue d’assurer une gestion économique durable des AP. L’amodiation avec une ONG (et le développement d’un PPP) semble être une bonne idée mais à ce jour, de nouveau, les résultats ne sont pas encore assez concluants.

### Avantage comparatif du PNUD

Dans le contexte de l'après-crise, le PNUD a pour objectifs d'appuyer le Mali dans la gouvernance et l'application de la feuille de route pour la transition, le dialogue national et le processus électoral, le redéploiement de l'administration publique, la justice et la défense des droits de l'homme, la mise en œuvre de mécanismes de résilience économique en faveur des groupes les plus vulnérables en particulier les jeunes; la protection de l'environnement, le renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques et le développement durable inclusif. De plus, l’un des objectifs du plan cadre des Nations Unies pour le développement (PCAD) (en anglais *United Nations Development Assistance Framework, UNDAF*) était le renforcement de la sécurité alimentaire pour les zones rurales les plus vulnérables et le développement.

Le PNUD aurait dû permettre de mobiliser des ressources financières complémentaires pour le co- financement du projet mais le contexte de l’après-crise n’y était pas favorable. Dans ce contexte, le PNUD a permis au projet de continuer en gérant directement l’aspect financier (la mise en œuvre du projet devrait suivre la modalité d’exécution nationale (NEX). Cependant, après le premier versement du PNUD au projet, cette modalité a changé à cause de la crise, et la gestion du projet est passée en paiement direct) jusqu’en fin 2013.

Pour le reste, l’intervention du PNUD dans le projet a été très limitée (et notamment à cause du manque de personnel et du grand nombre de projets en cours à gérer). Le PNUD aurait pu avoir un rôle un peu plus important et notamment pour le plaidoyer pour la création du nouvel office et de l’adoption de la nouvelle loi.

### Liens entre le projet et d’autres interventions dans le secteur

De nouveau, la crise subie par le Mali a eu un impact important sur le projet et notamment sur les co- financements et les collaborations / partenariats prévus. Ainsi, on peut notamment regretter le retrait de la plupart des partenaires (notamment du Corps de la Paix qui devait déployer des volontaires). Le projet s’est donc retrouvé un peu isolé.

### Dispositions de gestion du projet

La mise en œuvre du projet devrait suivre la modalité d’exécution nationale (NEX). Cependant, après le premier versement du PNUD au projet, cette modalité a changé à cause de la crise, et la gestion du projet est passée en paiement direct jusqu’en fin 2013. Cette modalité a eu pour conséquence la poursuite de la mise en œuvre du projet malgré l’instabilité institutionnelle du pays. On note une très nette amélioration de la mise à disposition des fonds (comparativement au constat fait lors de l’évaluation à mi-parcours) : le délai moyen est passé de 42 jours entre la date de demande des fonds et la date de décaissement des fonds par le PNUD a 19 jours.

Tableau 10 : délai du décaissement par le PNUD

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Date de la demande | Date de mise à disposition sur le compte | Durée de traitement en jour |
| 20/11/2011 | 08/03/2012 | 100 |
| 22/04/2014 | 09/07/2014 | 70 |
| 04/11/2014 | 20/11/2014 | 16 |
| 06/02/2-15 | 23/02/2015 | 17 |
| 20/05/2015 | 01/06/2015 | 11 |
|  | Moyenne (délai en jours) | 42 |
| Apres l’évaluation à mi-parcours |  |  |
| 12/08/2015 | 07/09/2015 | 25 |
| 16/10/2015 | 04/11/2015 | 18 |
| 05/02/2016 | 10/03/2016 | 33 |
| 21/06/2016 | 06/07/2016 | 15 |
| 01/08/2016 | 20/08/2016 | 20 |
| 12/01/2017 | 06/02/2017 | 24 |
| 05/06/2017 | 13/06/2017 | 8 |
| 15/08/2017 | 28/08/2017 | 13 |
| 13/10/2017 | 03/11/2017 | 20 |
| 13/10/2017 | 05/12/2017 | 22 |
|  | Moyenne (délai en jours) | 19 |

Le recrutement d’un coordinateur national (en juin 2011) a été suivi du recrutement des membres de l’équipe de projet (voir tableau 2). Les principales étapes du projet sont résumées dans le tableau 3.

## Mise en œuvre du projet

### Évolution de la démarche de gestion

Dès son démarrage, le projet a été confronté à de nombreux imprévus et a dû en permanence s’adapter au contexte et adopter une gestion adaptative. Approuvé en décembre 2010, son démarrage a pris du

retard avec le recrutement du coordinateur en juin 2011. Le document de projet prévoyait une durée initiale de mise en œuvre de 4,5 ans, prolongée à 5 ans dès son enregistrement dans ATLAS.

Un plan de travail annuel était élaboré chaque année, et ce dès le démarrage du projet. Au total, 7 plans de travail ont été développés entre 2012 et 2017. Les plans étaient bien détaillés et présentaient pour chaque effet et produit attendu, les activités programmées pour l’année, la responsabilité de la mise en œuvre, le budget planifié, le calendrier visé, et les cibles annuelles pour chaque activité. Les PTA étaient soumis et approuvés chaque année (lors de la réunion du comité de pilotage). L’équipe d’évaluation juge de bonne qualité les PTA et suffisamment bien détaillés pour permettre une bonne mise annuelle en œuvre des activités. Les actions proposées étaient aussi cohérentes.

Les 9 recommandations formulées lors de l’évaluation à mi-parcours ont bien été prises en compte et certaines ont été mises en œuvre. Le tableau ci-dessous fait l’état de mise en œuvre des recommandations.

Tableau 11 : mise en œuvre des recommandations

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Recommandation | Entité responsable | | | Observations | État de mise en œuvre |
|  |  | | | Le projet a été prolongé de deux ans (2016 | OUI |
| Prolonger le projet de 6 à 12 mois (selon le cofinancement sécurisé de l’État). | Équipe PNUD | projet | et | et 2017). Les financements de l’État ont été mis à disposition suivant un nouvel accord entre le PNUD et le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable en date du 20 |  |
|  |  | | | Juillet 2016. |  |
|  |  | | | Les 05 AP n’ont pu être créées légalement. | NON |
|  |  | | | La révision de la loi sur la faune n’a pu être |  |
| Être pragmatique pour |  | | | adoptée par l’Assemblée Nationale du Mali, |  |
| finaliser la création légale des AP d’ici au 30 juin 2016. | Équipe projet, PNUD et DNEF | | | bien que cette proposition de loi soit sur sa table depuis Octobre 2016. Les décrets de création des nouvelles AP sont intimement |  |
|  |  | | | liés à l’adoption de cette nouvelle loi sur la |  |
|  |  | | | faune. |  |
|  |  | | | Une assistance internationale n’a pas été | NON |
| Recruter une |  | | | recrutée. Néanmoins le Ministre en charge |  |
| assistance |  | | | de l’Environnement a mené une mission |  |
| internationale pour |  | | | d’information et de sensibilisation dans les |  |
| identifier et mettre en place des solutions face aux problèmes de | Équipe PNUD | projet | et | trois communes riveraines des réserves de Mandé Wula et Néma Wula et au niveau du cercle de Kita. Cette mission est assortie |  |
| conflits villageois dans |  | | | d’une feuille de route pour l’indemnisation |  |
| les AP. |  | | | des occupants illégaux et la libération des |  |
|  |  | | | AP concernées. De nombreuses missions de |  |
|  |  | | | sensibilisation ont aussi été menées. |  |
| Évaluer à l’aide d’une |  | | | Le projet avait élaboré des TDR pour la prise | NON |
| étude de capitalisation les 3 modèles de | Équipe projet | | | en charge de cette activité, mais la direction nationale des Eaux et Forêts a préféré |  |
| gestion des AP |  | | | commanditer une étude pour évaluer les |  |
| expérimentés dans le |  | | |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| projet. |  | amodiations en cours dans le pays. Cette étude n’a pas encore donné ses résultats. Le projet a également fait la situation de la mise en œuvre du cahier de charge de l’amodiation des réserves de faune de Mandé Wula et Néma Wula. L’Etat et l’opérateur privé n’ont pas rempli à souhait leurs obligations. |  |
|  |  | Les agents forestiers des trois | Plus ou moins |
|  |  | cantonnements des Eaux et Forêts ont reçu |  |
|  |  | une formation sur l’utilisation du GPS, |  |
| Améliorer l’efficacité |  | l’inventaire de la faune et de la flore, le SIG |  |
| de la surveillance des |  | et l’élaboration de carte thématique. |  |
| AP en mettant en |  |  |  |
| œuvre un plan de formation et de suivi | Équipe projet | Le projet a formé et équipé 25 gardes forestiers pour appuyer la surveillance des |  |
| des agents forestiers |  | AP. |  |
| et des collaborateurs |  |  |  |
| communautaires. |  | 36 comités villageois de surveillance avec 17 |  |
|  |  | personnes chacune ont été mis en place et |  |
|  |  | légalisés par l’administration pour appuyer |  |
|  |  | les agents forestiers de l’État. |  |
| Élaborer un véritable |  | Le business plan des deux complexes d’AP a | Plus ou moins |
| Business Plan des AP |  | été élaboré. Cependant aucun travail |  |
| et une stratégie de |  | complémentaire sur l’écotourisme n’a été |  |
| pérennisation |  | fait. |  |
| financière. En | Équipe projet |  |  |
| particulier, le choix de |  |  |  |
| développement de |  |  |  |
| l’écotourisme doit être |  |  |  |
| analysé. |  |  |  |
| Formaliser un |  | Un cadre de concertation formelle entre le | Plus ou moins |
| protocole de collaboration avec le | Équipe projet | Ministère des Mines et le Ministère en charge de l’Environnement existe |  |
| Ministère des Mines. |  | concernant la délivrance des permis |  |
|  |  | d’exploration ou de recherche. |  |
|  |  | Une stratégie de développement des | NON |
| Intensifier le travail de |  | moyens de subsistance des communautés a |  |
| développement |  | été élaboré et mise en œuvre partiellement |  |
| communautaire |  | par des activités de formation des femmes |  |
| autour des AP : établir |  | et des hommes (transformation des |  |
| au moins deux | Équipe projet | produits forestiers non ligneux, apiculture |  |
| partenariats (État, |  | moderne) et l’équipement des femmes et |  |
| ONG, PTF) conduisant |  | hommes formés. |  |
| à des projets de terrain. |  | L’identification de bailleurs potentiels n’a pas été faite et aucun plaidoyer n’a été fait |  |
|  |  | en ce sens. |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | Un étudiant de l’Ecole Nationale des Eaux et | Plus ou moins |
|  |  | Forêts de Dandéresso (Burkina Faso) a |  |
|  |  | préparé son mémoire de fin d’étude sur le |  |
| Établir une  collaboration avec les recherches scientifiques en cours dans le complexe Wongo. | Équipe projet | thème : « Analyse des impacts de l’occupation agropastorale sur la biodiversité dans le complexe d’aires protégées transfrontalières Bafing-Falémé : cas du Chimpanzé commun (*Pan troglodytes verus*) ».  L’étudiant a collaboré avec l’équipe des |  |
|  |  | chercheurs sur le site de Solokoto et a pu |  |
|  |  | bénéficier des images capturées et vidéos |  |
|  |  | sur les chimpanzés dans la partie Nord du |  |
|  |  | parc national du Kouroufing. |  |

Bien que certaines des recommandations aient été mises en œuvre, on peut regretter l’absence de prise en compte des recommandations relatives à la stratégie de pérennisation financière et à l’évaluation des 3 modèles de gestion expérimentés dans le projet. Les efforts de coordination avec les Mines doivent être aussi mieux concrétisés.

### Accords de partenariat

Comme mentionné précédemment, le contexte dans lequel le projet a été mis en œuvre et l’après-crise n’ont a pas été propice au développement de partenariats. Outre l’amodiation avec l’ONG Synergie, aucun autre partenariat n’a été mise en œuvre. Le contrat d’amodiation des réserves de faune du Mande Wula et du Nema Wula dans le cercle de Kita a été signé en novembre 2012 entre la Direction Nationale des Eaux et Forêts et l’ONG Synergie Environnement. Un protocole d’accord avait ensuite été signé, en décembre 2013, confiant à l’ONG Synergie une liste d’activités à mettre en œuvre. Une évaluation de l’état de mise en œuvre du cahier de charges d’amodiation a été conduite en 2017 par le coordinateur de projet, et il s’avère que de nombreuses activités n’ont pas été mises en œuvre, à la fois par l’ONG mais aussi par le chef de cantonnement des eaux et forêts de Kita. On peut par exemple citer que la société d’exploitation n’a pas été créée (ONG) ou qu’aucun personnel de surveillance n‘a été recruté par l’ONG. Le service des Eaux et Forêts doit augmenter l’effectif des agents forestiers autour des réserves de faune du Mande Wula et du Nema Wula dans le cercle de Kita.

Bien qu’une concertation régionale entre l’Etat et les acteurs intervenant dans le secteur minier des cercles de Kéniéba, Kita et Bafoulabé a été organisée en octobre 2014, aucun partenariat n’a été développé, et les impacts du secteur minier sont toujours très importants, et surtout dans les zones des réserves communautaires.

A noter que certaines des recommandations de l’évaluation étaient relatives aux accords de partenariats :

« *Intensifier le travail de développement communautaire autour des AP : établir au moins deux partenariats (Etat, ONG, PTF) conduisant à des projets de terrain* » ou encore « *Formaliser un protocole de collaboration avec le Ministère des Mines* ». On peut regretter qu’une attention particulière n’ait pas été portée sur les partenariats.

### Feedback du système de suivi-évaluation pour la gestion adaptée du projet

Dans l’ensemble, le système de suivi et d’évaluation du projet a été opérationnel. Les différentes parties prenantes du projet avaient bien eu connaissance de l’évaluation à mi-parcours et de ses recommandations.

Une planification des activités du projet s’est faite sur la base d’un plan de travail annuel et d’un budget (de bonne qualité), conçu sur le modèle du cadre logique des résultats. Ce plan est l’outil de référence d’exécution du programme d’activités du projet, a été systématiquement élaboré, soumis et approuvé chaque année par le comité de pilotage. Son élaboration par l’équipe du projet reposait entre autres, sur les résultats de l’année précédente et la planification des activités prévues pour l’année dans le programme d’actions du document du projet. De plus, des documents très utiles, et notamment le suivi de la mise en œuvre des recommandions ou encore l’évaluation de la mise en œuvre de l’amodiation ont été produits par le coordinateur du projet.

Le principal problème a été le renseignement des tableaux de notation du renforcement des capacités PNUD pour la gestion des AP et du tableau de notation de la durabilité financière du PNUD pour les systèmes nationaux des AP. Le coordinateur du projet a admis n’être pas assez familier avec ces outils de suivi et ne pas savoir comment remplir. Une formation du coordinateur aurait été utile, sachant que ces outils auraient été pertinents pour suivre l’évolution du projet et, si nécessaire, proposer des activités alternatives.

### Finances du projet

La mise en œuvre du projet devrait suivre la modalité d’exécution nationale (NEX). Cependant, après le premier versement du PNUD au projet, cette modalité a changé à cause de la crise, et la gestion du projet est passée en paiement direct. Cette modalité a eu pour conséquence la poursuite de la mise en œuvre du projet malgré l’instabilité institutionnelle du pays. On note une très nette amélioration de la mise à disposition des fonds (comparativement au constat fait lors de l’évaluation à mi-parcours) : le délai moyen est passé de 42 jours entre la date de demande des fonds et la date de décaissement des fonds par le PNUD a 19 jours (voir tableau 10).

Les retards de paiement du gouvernement (pas de paiement 2011 et 2012) représentent la principale difficulté rencontrée.

Tableau 12 : État d’exécution du financement du gouvernement Malien

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Montant des Engagements (en Francs CFA) | Montants débloqués (en Francs CFA) | Pourcentage débloqué |
| 2011 | 47 228 900 | 0 |  |
| 2012 | 94 457 800 | 0 |  |
| 2013 | 70 843 350 | 50 000 000 |  |
| 2014 | 47 228 900 | 50 000 000 |  |
| 2015 | 47 228 900 | 76 775 000 |  |
| 2016 | 0 | 80 000 000 |  |
| 2017 | 0 | 30 000 000 |  |
| Totaux | 306 987 850 | 286 775 000 | 93,42% |

Par rapport à son engagement initial de 306 987 850 Francs CFA, il reste 20 212 850 Francs CFA à débloquer. Un budget de 50 000 000 FCFA a été demandé sur le Budget spécial d’investissement (BSI) pour 2018.

Tableau 13 : État d’exécution des financements au 31 décembre 2017

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Bailleur | Montant des engagements en Francs CFA | Montant total débloqué au 31/12/2017 | Pourcentage débloqué |
| MALI | 306 987 850 | 286 775 000 | 93,42 % |
| FEM | 834 991 000 | 817 991 000 | 97,96 % |
| Target for Resource Assignment from the Core (TRAC) system | 236 140 000 | 454 437 432 | 192,44 % |

La gestion du projet au niveau financier est satisfaisante.

*Note – l’équipe d’évaluation a eu du mal à accéder aux documents financiers et à vérifier certaines données. Ainsi, dans le PRODOC, il est mentionné que la contribution de l’État était de 1,600,000 USD (950,000 en espèce et 650,000 en nature). Or, dans la plupart des documents, la contribution identifiée pour l’État est d’environ 580,000 USD. De plus, l’évaluation de la contribution en nature n’a pu être faite. Ainsi, les chiffres diffèrent de ceux présentés dans l’évaluation à mi-parcours.*

Concernant les co-financements, à la suite du coup d’Etat de 2012, les cofinanceurs se sont tous retirés. Seule l’ONG Synergie Environnement a financé quelques activités dans la zone du projet. Ainsi, d’un budget initial de plus de 9 millions, le projet n’a bénéficié que d’environ 3 millions. Ceci explique pour beaucoup qu’un grand nombre d’activités d’accompagnement et de terrain n’aient pas été mises en œuvre.

## Résultats du projet

### Résultats globaux

La plupart des parties prenantes du projet s’accordent sur l’utilité du projet et notamment les nombreuses actions de renforcement des capacités. Le projet s’est aussi attaché à essayer de réduire la dépendance des populations riveraines vis-à-vis des ressources naturelles présentes dans les AP afin de pouvoir mieux les gérer. La réduction de la dépendance des populations riveraines est l’une des clés dans la réussite d’une meilleure gestion des AP. Des expériences pilotes d’activités génératrices de revenus ont été mises en place et de nombreuses infrastructures au sein des villages riverains ont été aménagées.

Cependant, les résultats obtenus sont très hétérogènes. De nombreux résultats dépendaient de l’atteinte d’autres résultats. Enfin, certaines actions sont encore en cours de finalisations et devraient s’achever très prochainement. Dans l’ensemble, on peut juger de modérément satisfaisant les résultats obtenus.

Les principaux succès du projet résident surtout dans (i) les nombreuses actions de communication mises en œuvre autour des aires protégées, à destination des populations locales, (ii) les nombreuses actions de renfoncement des capacités pour les agents forestiers et les populations riveraines et les élus locaux, et (iii)les nombreux rapports produits qui permettent désormais de mieux appréhender la situation de référence des AP et les besoins pour une gestion efficace. Ces actions ont notamment permis aux populations riveraines de mieux s’organiser et mieux comprendre l’intérêt des AP. Il est important de noter la bonne prise en compte de la dimension « genre » dans les formations organisées. Cependant, trop peu

d’activités génératrices de revenus ont été organisées afin d’avoir un réel impact sur l’utilisation des ressources naturelles des aires protégées.

Bien que la nouvelle loi fixant les principes de gestion de la faune et de son habitat n’ait pas encore été adoptée, le texte est prêt et de nombreuses sessions d’information ont été organisées. On peut espérer que la loi sera adoptée très prochainement. Cependant, la création de l’Office National pour la Gestion des Aires Protégées (ONGAP) telle qu’envisagée dans le PRODOC ne sera pas créé mais une alternative a été proposée. Ainsi, une option pourrait être de restructurer la Direction Nationale des Eaux et Forêts en Direction Générale des Eaux et Forêts et d’y rattacher une cellule. Le plus gros problème qui demeure est la disponibilité du personnel.

Pour l’évaluation de l’objectif, les trois indicateurs de résultats (ainsi que des objectifs à atteindre en fin de projet) avaient été définis dans le cadre de résultat :

1. Augmentation de la superficie du territoire national gérée sous forme d’aires protégées

L’indicateur fixait trois objectifs à atteindre en fin de projet. Hormis le développement de 5 PAG au cours du projet (qui répond partiellement à « 350 000 ha d’anciens parcs sur papier et 100 000 ha de nouvelles AP dans la région du Bafing-Falémé-Baoulé font l’objet d’une bonne gestion »), la superficie des AP n’a pas augmenté et la réserve de biosphère n’a pas été créée.

1. Amélioration des notes moyennes au titre du METT pour les aires protégées du Mali

Les notes moyennes au titre du METT ont augmenté pendant le projet, pour atteindre

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Aout 2009 | Évaluation à mi-parcours | Juin 2017 |
| Parc national du Kouroufing | 17 | 40 | 49 |
| Réserve du Mande Wula | 18 | 40 | 39 |
| Réserve du Nema Wula | 18 (1) | 23 | 39 |
| Parc national du WONGO | 18 | 42 | 52 |
| Sanctuaire des chimpanzés | 18 | 57 | 43 |
| Réserve communautaire de Yoroya | 13 | 20 | 29 |

1. Source : évaluation à mi-parcours
2. Réduction de la conversion des forêts galeries et des savanes arborées en terres agricoles

Cet indicateur ne semble pas avoir été atteint. De plus, les pressions anthropiques sont de plus en plus présentes, et le déguerpissement n’est toujours pas effectif (et les dernières informations datent de 2015). Cependant, le projet a permis une analyse des images cartographiques 2013, 2014 et 2015. Le suivi des modifications du couvert végétal constitue un axe important du processus de surveillance des aires protégées. Cette activité a été inscrite dans le plan de travail du projet ERSAP afin d’apporter des informations fiables et concrètes. Cette analyse d’images a portée sur les paramètres clés de suivi écologique pour la zone du Bafing – Falémé, et notamment :

* + superficies cultivées et jachères récentes ;
  + superficies des dégradations anthropiques diverses ;
  + superficies des feux de brousse ;
  + superficies des prairies hygrophiles/sols herbeux ;
  + superficies des savanes arborées ;
  + superficies des savanes arbustives ;
  + superficies des savanes arbustives lâches ;
  + superficies des savanes boisées/galeries forestières ;
  + superficies des sols nus/affleurement rocheux ;
  + les tableaux et graphiques.

D’après les résultats de l’analyse, les activités mises en œuvre dans le cadre du projet ont eu un léger impact positif même si beaucoup d’efforts restent à déployer dans et autour des différentes aires protégées. Il y a eu certes une légère atténuation des pressions sur les ressources naturelles, mais la qualité de la végétation et sa valeur écologique ne peuvent en aucun cas être améliorées par des gains de superficie de quelques centaines d’hectares. Il reste encore beaucoup d’efforts à fournir afin d’arriver à une conservation effective de la biodiversité dans les aires protégées : la restauration des sites dégradés, le déplacement des hameaux de cultures hors des zones protégées et la participation active de tous les acteurs concernés.

Tableau 14 : Atteinte des objectifs

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Objectif : Étendre la couverture du domaine des aires protégées du Mali et améliorer l’efficacité de la gestion du système d’aires protégées, en mettant l’accent sur la région du Sud-Ouest et en expérimentant de nouveaux modèles de gestion fondés sur les catégories internationales d’AP. | | Atteinte de l’objectif : |
| 1. Augmentation de la superficie du territoire national gérée sous forme d’aires protégées | Le domaine national des AP comprend au moins 5,7 millions d’ha d’AP classées (plus de 4,6 % de la superficie du Mali, y compris 100 000 ha de nouvelles aires protégées créées). | MS |
| 350 000 ha d’anciens parcs sur papier et 100 000 ha de nouvelles AP dans la région du Bafing-Falémé- Baoulé font l’objet d’une bonne gestion. | MU |
| La réserve de biosphère transfrontalière est créée. | U |
| 2. Amélioration des notes moyennes au titre du METT pour les aires protégées du Mali | Note moyenne au titre du METT : 28 % | S |
| 3. Réduction de la conversion des forêts galeries et des savanes arborées en terres agricoles | Forêts galeries : 0,5 % | MU |
| Savanes arborées : 2 % par an (y compris l’agriculture par rotation) | MU |

Analyse des résultats par réalisation (composante)

Tableau 17 : notation par composante

Réalisation 1 : Le Cadre de gouvernance national (juridique, stratégique, institutionnel et financier) pour la gestion des aires protégées crée un cadre propice pour l’extension et la gestion durable du système d’AP.

Atteinte de l’objectif :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. La superficie totale des terres représentatives des zones de forêts soudaniennes et soudano-guinéennes du Sud- Ouest du Mali et couverte par un statut de protection officiel en tant qu’aires de base dans la Réserve de biosphère de la Boucle du Baoulé existante et la partie malienne proposée pour la réserve de biosphère transfrontalière du Bafing- Falémé | Au moins 860 000 hectares d’aires protégées de base classées | | Modérément Insatisfaisant (MU) |
| 2. Tableau de notation de | Systémique 18/30 | 57 % | Modérément |
| l’évaluation des capacités | Institutionnel 24/45 | 51 % | satisfaisant |
|  | Individuel 10/21 | 46 % | (MS) |
|  | Moyenne 52/96 | 54 % |  |
| 3. Tableau de notation de la | But | | Modérément |
| durabilité financière |  | | Insatisfaisant |
|  |  | | (MU) |
| Composantes : | 20 % | |  |
| 1) Cadres juridique, |  | |  |
| réglementaire et institutionnel ; |  | |  |
| 2) Planification des activités et | 20 % | |  |
| outils pour la gestion |  | |  |
| économique ; |  | |  |
| 3) Outils pour la génération de | 20 % | |  |
| revenu |  | |  |
| Total/moyenne | Total - 22 % | |  |

Note : Concernant le tableau de notation de l’évaluation des capacités (2) et le tableau de notation de la durabilité financière (3), très peu d’informations sont disponibles. Les chiffres utilisés sont ceux fournis par l’évaluation à mi-parcours, et sont rappelés ci-dessous. Le coordonnateur du projet a admis ne pas avoir les compétences pour renseigner de manière pertinente ces outils.

* + Tableau de notation de l’évaluation des capacités

L’outil de notation de l’évaluation des capacités permet de mesurer l’amélioration des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des AP. Il a été appliqué en 2009 lors de la formulation du projet. Il prend en compte le niveau systémique (le système d’AP), le niveau institutionnel (entités impliquées), et le niveau individuel. Lors de l’évaluation à mi-parcours, il a été appliqué afin de mesurer l’évolution dans le développement des capacités depuis le lancement du projet. Les résultats sont les suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Lancement du projet | Évaluation à mi-parcours | Cible à la fin du projet |
| Systémique | 10/30 (32%) | 12/30 (42%) | 18/30 (57%) |
| Institutionnel | 11/45 (27%) | 13/45 (34%) | 24/45 (51%) |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Individuel | 7/21 (33%) | 9/21 (44%) | 10/21 (46%) |
| Moyenne générale | 29% | 35% | 54% |

L’équipe d’évaluation constate que les capacités matérielles, techniques et humaines pour la gestion des AP sont toujours faibles et n’auront que légèrement augmentées au cours du projet. Sur le terrain, le nombre d’agent disponible (et les moyens techniques) demeurent insuffisants pour permettre une gestion efficace des AP. Bien que le projet a réalisé des formations, on constate que de – trop - nombreux agents formés ont ensuite été mutés à d’autres postes. Cette situation ne permet pas de pérenniser les acquis. De même les besoins matériels ne sont pas suffisants. La mission de terrain a montré que la surveillance n’est pas effective, même si le projet a apporté des motos pour faciliter la surveillance des AP par les agents. Aucune infraction n’a été déclarée alors que les images satellites montrent une très forte recrudescence des infractions (exploitation illégale des bois, défrichement, etc.).

- Tableau de notation de la durabilité financière

L’outil de notation de la durabilité financière permet de mesurer la durabilité financière de la gestion des AP. Il a été appliqué en 2009 et lors de l’évaluation à mi-parcours.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Lancement du projet | Évaluation à mi-parcours | Cible à la fin du projet |
| Composante 1 | 7/79 (9%) | 14/75 (18%) | Un score supérieur ou égal à 22%. |
| Composante 2 | 4/61 (7%) | 4/61 (7%) |
| Composante 3 | 3/57 (5%) | 9/57 (16%) |
| Total | 14/197 (7%) | 27/197 (14%) |

Les résultats montrent une amélioration globale de la durabilité financière, mais toujours bien en dessous des objectifs fixés et surtout des besoins de terrain. L’équipe d’évaluation n’a pas relevé de progrès significatifs permettant de supposer que ces scores auraient pu augmenter. Bien que 2 buisines plan aient été produits, ils ne sont pas mis en œuvre. De plus, tout le travail relatif à l’écotourisme semble pour le moment peu pertinent. Enfin, la nouvelle loi ne prend que très peu en compte la durabilité financière. Ainsi, la pérennisation financière du SNAP reste un enjeu majeur, et l’équipe projet n’avait pas les compétences pour réaliser cette mobilisation de financements.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Réalisation 2 - Des modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes fournissent des exemples reproductibles de pratiques optimales en matière de gestion en vue d’assurer une gestion économique durable des AP au Mali | | Atteinte de l’objectif |
| 1. Efficacité de la gestion des AP dans les sites de projet (notation METT – points totaux possibles = 102) | Kouroufing National Park : 22  (score 31.12.2016, source MTR) : 56 | Satisfaisant (S) |
| W Wongo national Park : 23  (score 31.12.2016, source MTR) : 59 | Satisfaisant (S) |
| Sanctuaire des chimpanzés : 23 | Satisfaisant (S) |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | (score 31.12.2016, source MTR) : 47 |  |
| WR de Mandé Wula : 23  (score 31.12.2016, source MTR) : 41 | Satisfaisant (S) |
| CFR de Yoroya : 17  (score 31.12.2016, source MTR) : 46 | Satisfaisant (S) |
| 2. Outils de gestion de base des AP en place : plan de gestion, gestionnaire, personnel et ressources des AP disponibles | Plans de gestion disponibles en ligne | Très Satisfaisant (HS) |
| Gestionnaire et personnel en place et formés | Modérément satisfaisant (MS) |
| 3. Les moyens d’existence de rechange génèrent des revenus plus élevés pour les populations locales. | Trois (3) nouvelles opérations d’écotourisme à base communautaire génèrent des revenus et des emplois. | Modérément Insatisfaisant (MU) |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Réalisation 3 : La conservation du territoire plus large dans les zones tampons et de transition des réserves de biosphère du Sud-Ouest du Mali réduit les principales pressions sur les AP de base et la biodiversité. | | Atteinte de l’objectif |
| 1. Situation quantifiable du couvert végétal dans les zones tampons et de transition (ZTT) de la biosphère du Bafing- Falémé | Photographie aérienne et images satellitaires traitées dans le SIG | Satisfaisant |
| ZTT clairement marquée au sol – observation directe | Modérément satisfaisant (MS) |
| Statut juridique clarifié et compris par 50 % des chefs de village dans les villages environnants (questionnaires) | Modérément satisfaisant (MS) |
| 2. Stabilisation du nombre et distribution des espèces de faune menacées faisant l’objet d’indicateurs ou migratoires dans les habitats critiques | Augmentation moyenne de 10 % de la densité de la population à la fin du projet (enquêtes) | Insatisfaisant (U) |
| Carte de distribution des espèces | Modérément satisfaisant (MS) |

Résumé des principales activités L’organisation des communautés riveraines

Tout au long du projet, de nombreuses actions de sensibilisation (principalement sous la forme de missions d’information, de sensibilisation et de mobilisation des populations autour des AP) ont été organisées. Le projet a permis la redynamisation des comités villageois (créés lors du projet AGIR) et la création de nouveaux comités villageois de gestion, ainsi que le développement d’un cadre intercommunal d’orientation pour la gestion des aires protégées (CIO-GAP). En parallèle, le projet a permis le

développement d’activités alternatives génératrices de revenus pour les femmes, mais dans seulement 6 villages sur 42 villages de la zone du projet.

Le renforcement des capacités

De nombreuses actions de renforcement de capacités ont été mises en œuvre tout au long du projet pour un grand nombre d’acteurs variés. Malheureusement, l’utilité de celles-ci demeurent limitée et notamment en raison d’une grande mobilité des acteurs formés (et notamment des agents de services techniques et des élus communaux). De plus, les acquis en matière de renforcement de capacités nécessitent généralement une consolidation des acquis après quelques années.

Tableau 18 : les principales formations

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 2012 | 50 femmes des villages de Niarakira et Foré | Formation en transformation des produits forestiers non ligneux et équipement. |
| 2013 | 7 cadres du projet et des cantonnements | Élaboration des cartes et l’utilisation des GPS. |
| 2013 | 18 agents forestiers | Inventaire et aménagement de la faune. |
| 2013 | 25 femmes du village de Samou | Formation en transformation des produits forestiers non ligneux et équipement. |
| 2013 | 30 femmes du village de Makadougou | La formation en techniques de production/conservation des produits maraichers et équipement. |
| 2014 | 22 agents chargés du contrôle forestier des aires protégées | Utilisation du GPS, animation, aménagement, textes gestion de la faune et suivi écologique. |
| 2014 | 25 apiculteurs villageois | Formation et l’équipement. |
| 2016 | 25 gardes forestiers | Surveillance des aires protégées. |
| 2016 | 30 femmes du village de Oulara | Techniques de transformation des PFNL et équipées en petits matériels de transformation. |
| 2016 (du 23 au 27 septembre) | 25 paysans venant de quatre villages (Benda, Namon, Sanssankoré et Madina Talibé) | Techniques modernes de production apicole et équipés en matériels de production apicole (2ruches modernes, 1  combinaison, 1 enfumoir, 1 paire de bottes et de gants). |
| 2017 (du 13 au 17 novembre) | 3 chefs de cantonnement (Bafoulabé, Kéniéba, Kita) et leurs chargés d’aménagement | Inventaire, utilisation du GPS, aménagement de la faune et élaboration de cartes thématiques. |
| 2017 (21 au 24  novembre) | 8 chefs de poste Sirakoro, Sagabary, Kokofata, Kouroukoto, Faraba, Faléa, Kassama et Bamafélé | Identification des mammifères et oiseaux, et l’utilisation du GPS. |
| 2017 (27 au 29  novembre) | 10 gardes forestiers venant des postes forestiers de Galé, Koulou-Baléa, Kouroukoto et Faléa | Utilisation du GPS. A la fin de la formation dix GPS ont été répartis entre les trois cantonnement des Eaux et Forêts. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 2017 | 60 membres de comité villageois de surveillance | Formation sur leurs rôles et responsabilités dans la surveillance des AP, les projets de développement des AGR, l’accueil et la conduite des touristes, la conduite des travaux d’aménagement des AP. |
| 2017 | 25 femmes du village de Sitaféto | Techniques de transformation des PFNL et équipées en petits matériels de transformation. |

L’aménagement des aires protégées

L’élaboration du schéma d’aménagement de la zone transfrontalière du Bafing-Falémé, les plans d’aménagement et de gestion des complexes Wongo et Galé-Limakolé et les plans communaux d’actions environnementales sont les principaux résultats du projet. Les aménagements physiques ont permis seulement la construction de trois postes forestiers de contrôle et de surveillance (dont un est en ruine).

Les plans de gestion

Le projet aura permis d’élaborer les plans d’aménagement et de gestion pour les aires protégées suivantes :

- Sanctuaire des chimpanzés du Bafing

Acte de création : Décret n°02 199/P-RM du 22 avril 2002 Superficie : 67 200 ha.

Région : Kayes

Cercles : Kéniéba et Bafoulabé Structure de gestion : État

Plan de gestion approuvé par Arrêté N°2014-1903 / MEEA-SG du 17 juillet 2014 Durée de validité du plan : 10 ans

- Parc national du Wongo

Acte de création : Loi n 02-003 du 16 janvier 2002 Superficie : 53 499 ha

Région : Kayes

Cercles : Kéniéba et Bafoulabé Structure de gestion : État

Plan de gestion approuvé par Arrêté N°2014-1095 / MEEA-SG du 17 Juillet 2014 Durée de validité du plan : 10 ans

- Parc National du Kouroufing

Acte de création : Loi n 02-002 du 16 janvier 2002 Superficie : 55 770 ha

Région : Kayes

Cercles : Kéniéba et Bafoulabé Structure de gestion : État

Plan de gestion approuvé par Arrêté N°2014-1904 / MEEA-SG du 17 Juillet 2014 Durée de validité du plan : 10 ans

- Zone d'Intérêt Cynegetique (ZIC) de Flawa

Acte de création : Arrêté n°04-2764/MEA-SG du 30 décembre 2004

Superficie : 73 910 ha Région : Kayes

Cercle : Kéniéba

Structure de gestion : État

Plan de gestion approuvé par arrêté N°2014-2028 / MEEA-SG du 30 Juillet 2014 Durée de validité du plan : 10 ans

- Complexe des aires protégées du Mandé Wula & Néma Wula

Acte de création : Néma Wula (Décret n° 10-092/P-RM du 15/02/2010), Mandé Wula (Décret n° 10-091/P- RM du 15/02/2010)

Superficies : Néma Wula (44 730 HA), et Mandé Wula (39 050 HA) Région : Kayes

Cercle : Kita

Structure de gestion : ONG SYNERGIE Environnement (Contrat d’amodiation)

Plan de gestion approuvé par Arrêté N°2015-3671 / MEADD-SG du 9 octobre 2015 Durée de validité du plan : 10 ans

Le suivi écologique

Les principales activités du projet ont essentiellement porté sur la conception et l’harmonisation des outils de suivi écologique. De nombreuses formations ont été mises en œuvre et lorsque nécessaire du petit matériel fourni (ce qui est très utile et permet de mettre en pratique les acquis). Cependant, les résultats du suivi écologique (et des missions de contrôle forestier) dans les complexes ont permis de noter la persistance de l’occupation des aires protégées par des installations humaines, et ce malgré les nombreuses campagnes d’information et de sensibilisation auprès des communautés riveraines.

Le contrôle forestier et la surveillance villageoise

Bien que les dernières opérations de contrôle forestier menées par une mission de la DNEF soulignent que de réels efforts doivent encore être entrepris par les autorités administratives et politiques, on a pu constater une reprise de la mobilisation des populations à travers des observations faites par les membres des comités villageois et certains élus locaux. Le projet a permis la mise en place de bureaux des comités villageois de surveillance.

Le cadre règlementaire

Bien que la nouvelle loi ne soit toujours pas adoptée, un atelier d’information et de partage sur le projet de loi fixant les principes de gestion de la faune et de son habitat a été tenu du 30 au 31 mai 2017 avec les honorables députés de la commission du développement rural et de l’environnement et les techniciens de la Direction Nationale des Eaux et Forêts. De plus, plusieurs séances de travail ont eu lieu sur le dossier de création d’une nouvelle structure de gestion des aires protégées du Mali. Une commission de travail a été mise en place par le DNEF qui a présenté une proposition de création d’une Cellule Autonome de Gestion des Aires Protégées rattachée en staff au cabinet du Ministère en charge de la faune.

Les visites d’échange d’expériences

En décembre 2014, une visite au Parc du Niokolo Koba et à la réserve animalière du Bandia (Sénégal) a été organisée afin d’échanger sur les expériences menées. Au cours de cette visite, un échange a aussi eu

lieu avec la Direction des Parcs Nationaux du Sénégal sur la création de la future structure de gestion des AP au Mali.

Principaux documents produits

* La stratégie nationale et les plans de financement des aires protégées
* La stratégie de communication pour la mise en œuvre du projet extension et renforcement du système des aires protégées au Mali
* La stratégie de mise en place des moyens de subsistance alternatifs des populations vivant autour des aires protégées
* La stratégie de développement de l’écotourisme dans les aires protégées du Mali
* L’étude du développement institutionnel et organisationnel des aires protégées
* Les plans d’aménagement et de gestion de 5 AP
* Un plan de développement de l’écotourisme dans la zone transfrontalière du Bafing-Falémé
* Une analyse des images cartographiques des aires protégées de la zone transfrontalière du Bafing

– Falémé sur les années 2013, 2014 et 2015

* Les plans communaux d’actions environnementale des 11 communes.
* La finalisation des PDSEC des 11 communes.
* Les plans d’affaires (Business plan) des deux complexes d’aires protégées du Wongo et Galé- Limakollé
* La production d’un film documentaire intitulé « les aires protégées : quels enjeux pour le Sud-Ouest du Mali »
* La création d’un site Web du projet (désormais inactif)
* Les Notices d’Impact Environnemental et Social des 05 réserves communautaires en cours de création

Infrastructures (aménagement) et matériel

Le projet a permis les aménagements suivants ainsi que la fourniture de matériel :

* La matérialisation par bornage des réserves de Mandé Wula, Néma Wula, les ZIC de Faragama et Flawa, et les aires à classer (les coordonnées définitives des limites de ces aires sont disponibles).
* La matérialisation par bornage de 12 aires communautaires.
* La matérialisation par plaque des principaux couloirs de migration de la faune.
* L’implantation des plaques et panneaux de signalisation sur les principaux couloirs de migrations de la faune entre les aires protégées.
* La construction d’un poste forestier à Niarakira.
* La construction des bureaux de la base vie du projet à Kouroukoto.
* La construction d’un bloc de 2 chambres de passage et la clôture de la base de vie du projet.
* L’achat d’un moulin des femmes de Sitaféto et la fourniture de batteries pour le château d’eau de Makadougou.
* L’installation de deux lampadaires solaires et l’achat d’un moulin pour les femmes à Niarakira.
* La fourniture d’équipements maraichers.
* La remise de 18 motos DT (aux agents forestiers pour la surveillance) et de 25 motos SANILI (aux gardes forestiers).
* La remise de 100 tenues Kaki et 100 bottes (aux des comités villageois de surveillance).
* La remise de tenues et de bottes (aux 35 comités villageois de surveillance des aires protégées).

Tableau 19 : les principaux résultats

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Produit |  | Resultat |
| Produit 1.1 - Les nouveaux cadres juridique, stratégique, institutionnel et de régime foncier sont en place pour la gestion des AP, la gestion des zones tampons et de transition, les plans d’extension des AP afin de créer un cadre pour la cogestion des AP et des partenariats public-privé. |  | La loi a été adoptée en juillet 2016 en conseil des ministres et est pour le moment en attente de validation par l’Assemblée nationale (depuis 25 octobre 2016).  De plus, plusieurs séances de travail ont eu lieu sur le dossier de création d’une nouvelle structure de gestion des aires protégées du Mali. Une commission de travail a été mise en place par le DNEF qui a présenté une proposition de création d’une Cellule Autonome de Gestion des Aires Protégées rattachée en staff au cabinet du Ministère en charge de la faune.  Un atelier d’information et de partage sur le projet de loi fixant les principes de gestion de la faune et de son habitat a été tenu du 30 au 31 mai 2017 avec les honorables députés de la commission du développement rural et de l’environnement et les techniciens de la Direction Nationale des Eaux et Forêts.  Cependant, à ce jour la loi n’a toujours pas été validée par l’assemblée nationale et la création du nouvel office des AP ne s’est pas fait. |
| Produit 1.2 - La Stratégie nationale des AP (en cours de préparation) prend en compte, entre autres facteurs pertinents, le rôle du nouvel Office des AP, les options de financement durable, l’extension et la consolidation à long terme des AP, les impacts potentiels des changements climatiques sur le système d’AP. |  | La stratégie nationale de gestion des aires protégées au Mali a été publiée en Avril 2011, donc au tout début du projet. Elle ne prend donc pas en compte certains points attendus (le nouvel office) et n’intègre que très peu les impacts du changement climatique ou les financements durables. Cette stratégie a été financée dans le projet Mondial PNUD/FEM/UNOPS « Projet d’Appui aux Actions Nationales des pays dans le cadre du Programme de Travail de la CDB sur les Aires Protégées (PoWPA)  ».  A noter que 2 autres études ont été publiées : en aout 2013, la stratégie nationale et plans de financement des aires protégées (rapport de qualité très moyenne, absence de conclusion générale par exemple) et en septembre 2013, la stratégie de mise en place des moyens d’existence alternatifs de rechange autour des aires protégées.  Il aurait été judicieux de faire une nouvelle stratégie en fin de projet en prenant en compte les résultats de ce dernier, et en consolidant l’ensemble des études disponibles. |
| Produit 1.3 - Le système d’AP est étendu formellement d’environ 1  150 kilomètres carrés avec la création d’une nouvelle AP de base du côté malien de la Réserve de biosphère transfrontalière du Bafing-Falémé, la définition |  | Bien que la ZIC de Faragama ait été créé, l’arrêté date du tout début du projet (mai 2011). Depuis, il n’y a pas eu de nouvelle AP formellement créée par le projet ERSAP. Cependant, de nombreuses réserves communautaires (le chiffre étant passé de 5 à 12 à la suite de l’évaluation à mi-parcours) sont en phase de création (réalisation du bornage, sensibilisation des villageois, mise en place des comités villageois). Cependant, les textes |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| juridique des corridors à usages multiples et des zones tampons et de transition (ZTT) des réserves de biosphère du Bafing-Falémé et du Baoulé, assurant une meilleure protection des passages de migration le long des écosystèmes riverains critiques (forêts galeries) dans le domaine des AP, et la création de nouvelles réserves gérées par les communautés. |  | juridiques n’étant pas disponibles, impossible de créer les AP communautaires. |
| Produit 1.4 - La DNEF et le nouvel Office des AP ont les capacités renforcées (grâce aux programmes de certification de la formation) de créer des partenariats stratégiques de gestion des AP (y compris avec les opérateurs touristiques et les pays voisins). |  | Les capacités du personnel de la DNEF ont été un peu renforcées mais le nombre d’agents disponibles reste toujours insuffisant. Un programme de formation a été élaboré en 2011 par un consultant pour les acteurs chargés de la gestion des AP, et plusieurs formations ont été réalisées dans le cadre du projet. On peut aussi souligner que lorsque possible et nécessaire, du petit matériel a été mis à disposition à la suite des formations (GPS par exemple), ce qui permet de mettre en œuvre les acquis. |
| Produit 1.5 - Une stratégie pour la |  | Une stratégie pour la gestion financière consolidée et efficace |
| gestion financière consolidée et |  | du système national d’AP du Mali a été élaborée (stratégie |
| efficace du système national d’AP |  | nationale et plans de financement des aires protégées, aout |
| du Mali est élaborée et mise en |  | 2013). Ce rapport est de qualité assez moyenne. Bien que cette |
| œuvre (en mettant à profit le |  | stratégie soit en place, elle n’est pas mise en œuvre pour le |
| potentiel de développement de |  | moment. |
| l’écotourisme). |  |  |
|  |  | De plus, des plans d’affaires (Business plans) pour les complexes |
|  |  | d'aires protégées de Gallé-Limakolé et Wongo ont été |
|  |  | développés (aout 2017). A noter que les plans d’affaires |
|  |  | présentés sont déficitaires dans les scénarii de financement |
|  |  | proposés (un scénario maximaliste et un scénario minimum) |
|  |  | puisque le seul acteur de financement des PAG est pour le |
|  |  | moment l’État. |
| Produit 2.1 - Trois zones pilotes |  | Le projet a accompagné les trois modes de gestion des AP sur |
| d’AP, représentatives de la |  | trois sites, mais de manière insuffisante et il est encore trop tôt |
| mosaïque de l’écosystème au Sud- |  | pour juger les résultats : |
| Ouest du Mali, sont |  |  |
| opérationnelles (dotées d’un personnel et d’équipements suffisants et d’infrastructures de gestion) et comptent sur les plans et les engagements de |  | Site 1 : Gestion étatique (Sous-complexe d’AP du Wongo). Le projet a contribué à l’aménagement des AP. Pour le moment, c’est peut-être le modèle qui a le mieux fonctionne et est le plus avancé. |
| financement du secteur privé et de l’État pour couvrir les dépenses courantes des AP. |  | Site 2 : le partenariat public privé (sous-complexe d’AP de Galé- Limakolé). Il existe désormais une amodiation avec l’ONG Synergie environnement ainsi qu’un plan de gestion. Cependant, très peu d’action de terrain ont été mises en œuvre et la zone |
|  |  | connaît d’importants conflits (entre les villageois et |
|  |  | l’amodiateur). Il reste encore beaucoup à faire (à la fois par l’Etat |
|  |  | et l’ONG) pour pouvoir tirer des enseignements de ce type de |
|  |  | gestion. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Site 3 : la gestion communautaire pour les réserves communautaires de l’aire de Faléa-Faraba. Les principales actions ont consisté en le bornage des aires et la sensibilisation. Il est encore trop tôt pour pouvoir parler de gestion communautaire et beaucoup de travail est encore nécessaire, et notamment car les RC ne sont pas créées. |
| Produit 2.2 - Les outils d’une gestion efficace des AP sont expérimentés. |  | 5 plans d’aménagement et de gestion ont été validés et approuvés par arrêtés ministériels. |
| Produit 2.3 - Au moins un partenariat modèle pour la gestion durable des zones d’intérêt cynégétique gérées par le privé est élaboré et constamment amélioré en mettant à profit les forces et en corrigeant les faiblesses des modèles de gestion existants. |  | Comme mentionner précédemment, une amodiation est en place avec l’ONG Synergie environnement. Une analyse sur l’efficacité de cette amodiation souligne que de nombreux problèmes existent. |
| Produit 2.4 - Les communautés voisines des AP sont organisées et leurs capacités renforcées en vue de participer efficacement à la planification de la gestion des AP et respectent les règlements de conservation en vigueur pour les AP pertinentes et afin de participer aux moyens d’existence de rechange et aux activités d’écotourisme. |  | De nombreuses formatons ont été organisées afin de renforcer les capacités des communautés voisines des AP. La mission de terrain a jugé de bonne la connaissance des populations sur les règlements de conservation et la notion des AP. Concernant l’écotourisme, il est encore très peu développé et semble prématuré de parler de ce concept pour le moment.    Le projet a permis la redynamisation des comités villageois créés par AGIR, ainsi que la création de nouveaux comités villageois de gestion et d’un cadre intercommunautaire d’orientation de la gestion des aires protégées.    Concernant l’écotourisme, bien qu’une stratégie nationale de l’écotourisme ait été produite, aucune action de terrain n’a été mise en œuvre (ce qui s’explique compte-tenu du contexte d’insécurité dans le pays). |
| Produit 3.1 - Les corridors de migration spécifiques et quelques zones tampons et de transition (ZTT) de deux réserves de biosphère (Boucle du Baoulé et Bafing-Falémé) sont classés et gérés efficacement. |  | Compte tenu de l’absence de cofinancement de l’Etat et du retrait d’autres partenaires (notamment du Corps de la Paix qui devait déployer des volontaires), le projet a focalisé son action sur le Bafing-Falémé. Ainsi aucune action n’a été entreprise sur le complexe de la Boucle du Baoulé. Concernant le complexe Bafing-Falémé, la Réserve de biosphère n’a pas été créée. Il n’y a donc pas de statut juridique pour les ZTT de cette réserve. Les corridors de ce complexe ont été identifiés et matérialisés par des panneaux de signalisation.  On peut aussi préciser que :  - Plusieurs rencontres d’information ont eu lieu sur la question de l’occupation des réserves de faune de |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Mandé Wula, Néma Wula et ses zones tampon tant au niveau du cabinet du MEADD qu’au niveau du terrain.  - Les PV d’indemnisation des ayants droits ont été signés par les membres de la commission d’indemnisation. Le dossier est au niveau du Chef de Cabinet du Ministère en charge des Domaines. |
| Produit 3.2 - La gestion des principaux corridors de migration et des ZTT repose sur un exercice de zonage approfondi et participatif, ainsi que sur une planification de la gestion intégrée. |  | De nombreux problèmes demeurent sur la bonne gestion principaux corridors de migration et des ZTT, et notamment, du fait que la loi sur n’a pas encore été adoptée. Cependant, un gros travail de sensibilisation a été mise en œuvre.  Cependant, le projet a permis la réalisation de 11 Plans Communaux d’Action Environnementale (PCAE). Ces PCAE planifient l’ensemble des actions à prendre par la commune pour la gestion des corridors de migrations et ZTT. |
| Produit 3.3 - La création d’un régime de gestion des feux de brousse pour les zones tampons et de transition (ZTT) des AP gérées selon les meilleures informations scientifiques contribue efficacement aux efforts de gestion des AP sur le terrain. |  | Bien que de nombreuses actions de sensibilisation aient été mises en œuvre, aucun régime de gestion créé. Le problème reste important. |

### Pertinence

L’objectif principal du projet, à savoir, étendre le domaine protégé au Mali et renforcer, dans une large mesure, l’efficacité de la gestion du système d’aires protégées, en mettant l’accent, en particulier sur la région du Sud-Ouest et en expérimentant de nouveaux modèles de gestion fondés sur les catégories internationales d’AP, était pertinent et notamment vis-à-vis des objectifs nationaux (et notamment le plan d’action pour l’application du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la Diversité Biologique) et internationaux (et notamment les 17 objectifs de développement durable à l'horizon 2030 pour assurer la paix et la prospérité pour les peuples et la planète, ou encore les cibles d’Aichi de la convention sur la biodiversité biologique). Cependant, on peut regretter comme le souligne l’évaluation à mi-parcours, « le caractère trop ambitieux du projet ».

Ainsi, au regard de ce qui précède, on peut estimer que le projet devait contribuer à l’atteinte des politiques et stratégies nationales et internationales, et était donc pertinent.

### Efficacité

L’efficacité est relation entre les résultats atteints et l’objectif initial. Elle est jugée modérément satisfaisante ; sachant que l’exécution du projet a rencontré de nombreux obstacles (d’ordre interne et externe) liés notamment :

* Des sites d’intervention très vastes.
* Un nombre et type d’aires protégées très importants.
* De trop nombreuses activités à mettre en œuvre.
* Des pressions anthropiques importantes au niveau de la zone.
* Un financement limité sachant que les co-financeurs se sont retirés à la suite du coup d’état.
* Les capacités limitées des différentes parties prenantes.
* Une instabilité politique (changements de ministres de l’environnement et directeurs Nationaux)
* L’absence de données sur les AP.

Ainsi, l’ensemble des obstacles rencontrés a été un frein à une bonne mise en œuvre du projet.

L’objectif était d’étendre le domaine protégé au Mali et renforcer, dans une large mesure, l’efficacité de la gestion du système d’aires protégées, en mettant l’accent, en particulier sur la région du Sud-Ouest et en expérimentant de nouveaux modèles de gestion fondés sur les catégories internationales d’AP. Les trois réalisations attendues étaient :

* Réalisation 1 : Le cadre de gouvernance national (juridique, stratégique, institutionnel et financier) pour la gestion des aires protégées offre un cadre propice pour l’extension et la gestion durable du système d’AP.

Cette réalisation n’a pas été atteinte mais de nombreuses actions ont été engagées. On peut donc juger son efficacité modérément satisfaisante.

* Réalisation 2 : Des modèles de gestion dans trois unités d’AP pilotes fourniront des exemples reproductibles de pratiques optimales pour une gestion économique et durable des AP au Mali.

Comme pour la réalisation 1, cette réalisation n’a pas été atteinte mais de nombreuses actions ont été engagées. On peut donc juger son efficacité modérément satisfaisante.

Réalisation 3 : La conservation dans le territoire plus large dans les zones tampons et de transition des réserves de biosphère du Sud-Ouest du Mali permettra de réduire les principales pressions sur les AP de base et la biodiversité.

De même, réalisation non atteinte mais de nombreuses activités développées : efficacité modérément satisfaisante.

### Efficience

L’efficience est la mesure dans laquelle les produits ont été obtenus à moindre coût. En d’autres termes, c’est l’utilisation rationnelle des moyens déployés pour atteindre les produits souhaités. Il faut tout d’abord noter qu’au moment de l’évaluation à mi-parcours, la totalité du budget disponible avait déjà été consommée (« *le niveau de consommation cumulé Fonds FEM et Fonds PNUD au 22 juin 2015 est de 1 963 460,83 USD, soit 87% du budget total disponible pour ce projet* »).

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Composantes | Budget prévu | Montant exécuté (à mi-parcours) | Montant exécuté (fin de projet) | % exécuté |
| Effet 1 – Cadre de gouvernance pour la | 386,000 | 377,319 (98%) | 233,263 | 60.43 % |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| gestion et  l’extension des AP |  |  |  |  |
| Effet 2 – Modèles de gestions pilotes | 966,000 | 682,294 (71%) | 1,009,571 | 104.51 % |
| Effet 3 – Conservation des zones ZTT | 521,000 | 341,211 (65%) | 534,125 | 102.52 % |
| Gestion de projet | 395,000 | 562,636 (142%) | 655,130 | 165.86 % |
| TOTAL | 2,268,000 | 1,963,460 | 2,432,089 | 107.23 % |

L’équipe d’évaluation note beaucoup de disparité entre les chiffres selon la source d’information. On constate notamment de grosse disparité pour la composante 1.

L’équipe d’évaluation estime que l’utilisation des ressources financières (l’efficience) a été modérément satisfaisante par rapport aux différentes activités qui ont été appuyées et au niveau de mise en œuvre des produits attendus. La qualité des produits sur certaines études est de moyenne qualité.

### Appropriation par le pays

L’appropriation par le pays se réfère au niveau d’intérêt et enthousiasme avec lequel le pays appuie le projet.

L’appropriation du projet par le pays est satisfaisante. Malgré les nombreux changements de ministres de l’environnement et de directeurs nationaux (cf. tableaux ci-dessous), le gouvernement a toujours soutenu le projet dans la mesure du possible et toujours été impliqué. A titre d’exemple, nous pouvons citer :

* La création du comité national de pilotage du projet auprès du Ministre de l’Environnement et de l’Assainissement (par arrêté).
* La participation du Ministre au dernier comité de pilotage.
* Le respect du co-financement et la continuation de ce financement en 2018.

Il est aussi important de souligner la décision de l'État d'accompagner la réinstallation des occupants illégaux des réserves Manda Wula et Nema Wula en leur accordant des allocations de réinsertion qui ont un impact positif pour minimiser les tensions sociales et fournir des revenus aux personnes qui vont être expulsées sans mesures d'accompagnement.

On peut tout de même regretter que le Ministère de l’environnement n’ait pas assez soutenu le passage devant l’assemblée nationale de la nouvelle loi (qui est en attente depuis 25 octobre 2016). De même, la collaboration avec le secteur minier aurait dû être plus importante.

De plus, les relations entre le Coordinateur National Projet et le gouvernement furent très bonnes et efficaces.

Tableau 20 : Liste des ministres de l’environnement successifs depuis 2008

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Nom | Période |
| 1 | Aghatam Ag ALHASSAN | 2008-2010 |
| 2 | Tiémoko SANGARE | 2010 à Mars 2012 (coup d'état) |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 3 | Bocar NIAFO | 2012 |
| 4 | David SAGARA | 2013 |
| 5 | Ousmane AG RHISSA | 2013- 2014 |
| 6 | Abdoulaye Idrissa MAIGA | 2014-2015 |
| 7 | Mohamed Ag Erlaf | 2015-2016 |
| 8 | Ousmane KONE | 2016-2016 |
| 9 | Mme Keita Aida M'BO | Depuis Juillet 2016 |

Tableau 21 : Liste des directeurs nationaux des eaux et forêts depuis Novembre 2014

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom Période | | |
| 1 | Alassane Boncana MAIGA | Jusqu'en Novembre 2014 |
| 2 | Adikarim TOURE | Novembre 2014 à Mars 2015 |
| 3 | Biramou SISSOKO | Mars 2015 à Octobre 2016 |
| 4 | Bourama CAMARA | Octobre 2016 à Janvier 2017 |
| 5 | Mamadou GAKOU | Depuis Février 2017 |

### Prise en compte de la dimension genre

Bien que la question du genre ne semble pas avoir fait l’objet de réflexion spécifique lors de la formulation du projet (les indicateurs du projet ne proposent pas de donnée relative au genre, la description du contexte ne prend pas en compte le genre, pas de de ligne budgétaire spécifiquement allouée aux activités du genre dans le PRODOC…), on a pu constater que dans la mise en œuvre, sur certaines activités, une attention particulière a été portée sur cette dimension. Ainsi, de nombreuses actions sur le renforcement des capacités des femmes (en matière de maraîchage et de transformation des produits forestiers non ligneux), ont été mises en œuvre. On peut aussi noter la construction de moulin à Sitaféto et à Niarakira. La prise en compte de la dimension genre est jugée satisfaisante.

### Durabilité de l’intervention

La durabilité se réfère à la probabilité que les bénéfices de l’intervention se maintiennent après la fin de celui-ci.

Durabilité financière

Bien que le gouvernement du Mali ait bien respecté son engagement financier et continué de financer le projet en 2018, le manque de moyen financier reste un problème pour une gestion efficace des AP. De plus, le contexte actuel au Mali parait aussi être un frein à l’investissement des partenaires techniques et financiers en ce moment.

Comme mentionné, un grand nombre d’activités développées vont nécessiter des financements pour pouvoir être finalisées et/ou mises en œuvre. Par exemple, 5 plans de d’aménagement et de gestion sont désormais disponibles, mais leur mise en œuvre nécessite des budgets non-négligeables. De plus, bien que des activités génératrices de revenus soient désormais en place, il faudra considérablement augmenter ce nombre d’activités afin de pouvoir avoir des résultats en termes de protection de la biodiversité. Ceci demandera aussi des fonds (pour la formation et la mise à disposition du matériel nécessaire). Enfin, en fin de projet, on a pu constater que le manque de financement, n’a pas permis de maintenir en état les infrastructures développées (un moulin ne fonctionne déjà plus par exemple).

De plus, à court terme, les activités d’écotourisme ne sont plus adaptées aux priorités du pays compte tenu de l’instabilité politique. Certains sujets critiques comme la pérennité financière du système nationale des AP n’ont pas été travaillés de manière satisfaisante. Enfin, le partenariat public/privé qui a été mis en place doit être renforcé pour être pleinement opérationnel.

La durabilité financière des acquis du projet est donc jugée moyennement probable.

Durabilité sociopolitique et culturelle

Le projet n’a pas eu d’effets sociaux et culturels directs sur les bénéficiaires finaux (populations). Ceci s’explique en partie par le fait que de nombreux bailleurs de fonds (co-financeurs) se sont retirés au moment du coup d’état et que le montant total du projet a été très diminue. Les efforts et activités ont été limités (compte tenu de la quasi absence des cofinancements) et en deçà des besoins, si bien que la déforestation a largement augmenté dans la zone du projet. Ainsi, de nombreuses activités en faveur des populations riveraines n’ont pas pu être développées. A titre d’exemple, le projet a permis le développement d’activités génératrices de revenus pour les femmes, mais dans seulement 4 dans 42 villages de la zone du projet. On peut tout de même noter que les nombreuses actions de sensibilisation et d’information auprès des populations locales ont été efficaces. Cependant, si des activités alternatives ne sont pas mise en place, les populations riveraines n’ont pas forcement d’autres choix que l’exploitation des ressources des AP. Il est important et nécessaire de de mettre en place des mesures concrètes de compensation et d’effectuer des contrôles.

Dans ce contexte, la durabilité sociale ne peut être assurée que si ces actions deviennent permanentes et sont intégrées d’une manière ou d’une autre dans les politiques d’intervention du gouvernement. Or, à ce jour, il n’existe pas vraiment de programme d’investissements et /ou de plan pluriannuel qui puisse orienter les bailleurs sur le long terme. La durabilité sociopolitique et culturelle est donc moyennement probable.

Durabilité du cadre institutionnel et de gouvernance

A ce jour, et malgré les nombreux efforts et activités mises en œuvre, l’Office (ou toute autre alternative) n’a toujours pas été créé et la loi toujours pas adoptée. On peut penser que la loi sera bientôt adoptée. Ainsi, à la fin du projet, l’absence de cadre institutionnel sur les AP reste un frein à une gestion durable et pérenne des AP. Sans cadre clair et ambitieux, il est peu probable d’envisager une augmentation du nombre d’agents (pas de recrutement de nouveaux agents), une augmentation des moyens disponibles (et notamment pour un contrôle efficace), et le renforcement des compétences des agents et autres parties prenantes. La durabilité du cadre institutionnel et de gouvernance est jugée de moyennement peu probable.

Durabilité environnementale

Le projet a eu le mérite de développer de nombreux documents et rapports qui permettent désormais de mieux appréhender les problèmes relatifs à la gestion des AP. De plus, des outils de gestion et des stratégies ont aussi été développées. Malheureusement, sans financement disponible pour leur mise en œuvre, ils ne sont pas vraiment utiles. De nouveau, la mise en œuvre d’activités génératrice de revenus est indispensable pour mieux conserver les ressources naturelles au sein des AP, mais cette démarche doit être entreprise à plus grand échelle pour avoir un impact réel. A la fin du projet, on ne peut pas vraiment considérer que le projet ait eu un réel impact sur la conservation des ressources naturelles. De plus, les pressions anthropiques sont toujours très présentes dans la zone et continue à impacter négativement les

ressources naturelles. Ainsi, on peut juger de moyennement peu probable, la durabilité environnementale du projet.

Conclusion sur la durabilité

Les facteurs financier et institutionnel jouent un risque important pour la durabilité du projet. En effet, une fois les aires protégées créées, il faut pouvoir les gérer efficacement. Pour cela, des plans d’aménagement et de gestion ont été développés mais leurs mises en œuvre auront un coût. Les ressources financières pour la mise en œuvre ont été largement réduites à cause de la crise qu’a traversée le pays. Aucune recherche de financement complémentaire n’a été réalisée par le projet (ce qui peut aussi être expliqué par le fait que le contexte n’y était pas propice). Il y a aussi besoin d’améliorer le travail sur la pérennisation financière. La durabilité du projet est donc jugée moyennement probable.

### Impact du projet

L'impact du projet a été évalué en fonction des changements ou des bénéfices acquis dans les domaines sociaux, économiques, institutionnels et environnementaux ainsi que les changements réalisés en termes d'équité entre les sexes. L’impact du projet est juge de minime (M).

Impact social - Minime (M)

L’impact social du projet a été minime.

Impact économique - Négligeable (N)

L’impact économique direct du projet sur les populations a été limité. Les nombreuses études publiées et des recommandations fournies n’ont pas encore été mises en œuvre. De plus, trop peu d’activités génératrices de revenus mises en œuvre.

Impact institutionnel - Minime (M)

Le projet avait pour principal objectif de renfoncer le cadre institutionnel et notamment avec la création d’un office national. Cet office n‘a pas été créé et la loi est toujours en attente de validation. De plus, aucune création de nouvelle AP.

Impact environnemental - Minime (M)

Bien de nombreuses activités aient été mises en œuvre, l’impact environnemental du projet reste limité. En effet, les pressions anthropiques sur les AP sont toujours présentes. De plus, le couvert végétal n’a a priori pas augmenté et la faune toujours autant menacée et peu présente. On peut tout de même souligner les nombreuses actions de sensibilisation des communautés riveraines, le travail sur la cartographie et le bornage des AP existantes et zones tampons ainsi que la publication de nombreuses études et rapports et notamment les PAG.

Impact sur le genre - Satisfaisant (S)

Le projet a plutôt bien intégré le genre dans certaines activités et notamment dans les actions de formation et de renforcement des capacités sur les activités génératrices de revenus.

# Conclusions, recommandations et leçons apprises

## Conclusions

### Principales réalisations et points forts

Dans un contexte difficile, le projet a tout de même permis la réalisation de nombreuses activités, et surtout la production de documents qui seront utile dans le futur pour mieux appréhender la gestion des aires protégées. Le projet a permis :

* L’organisation des communautés riveraines avec la redynamisation des comités villageois et la création de nouveaux comités villageois de gestion, ainsi que le développement d’un cadre intercommunal d’orientation pour la gestion des aires protégées.
* Le renforcement des capacités : de nombreuses actions de renforcement de capacités ont été mises en œuvre tout au long du projet pour un grand nombre d’acteurs variés.
* L’aménagement des aires protégées.
* Le suivi écologique : la conception et l’harmonisation des outils de suivi écologique.
* Le contrôle forestier et la surveillance villageoise : la remobilisation des populations locales sur la surveillance écologique, et notamment à travers les comités villageois.
* Le développement de l’écotourisme et des activités génératrices de revenus : le projet a permis d’identifier des sites potentiels d’écotourisme et a réalisé un plan de développement pour l’écotourisme. De nombreuses formations, et notamment à destination des femmes, ont aussi été organisées dans le cadre de la mise en place d’activités génératrices de revenus.
* La mise en place d’une amodiation
* Une réflexion sur le cadre règlementaire

En résumé, les principales réalisations du projet et points forts sont :

* Les nombreuses formations et les cibles (agents de terrain, élus et populations riveraines).
* Les documents produits : plans d’aménagement et de gestion et plans d’affaire.
* Le soutien aux communes pour l’élaboration plan d’action environnementale.
* L’appui aux communautés à travers la création d’activités génératrice de revenus.
* La redynamisation et la mise en place de comités villageois de surveillance.
* Le travail sur le renforcement du cadre législatif.
* La mise à disposition de petites infrastructures (moulins, bassin de réception d’eau, batterie, pompe…) dans les villages riverains.
* Le comité intercommunal d’orientation et gestion des AP (11 mairies des communautés concernées pour assurer la gestion des AP).

### Lacunes et faiblesses du projet

Les principales lacunes, comme déjà mentionné, sont surtout liées à la conception trop ambitieuse du projet, des capacités financières et techniques limitées, et le coup d’État de 2012 (entrainant le retrait des différents co-financeurs du projet).

Bien que les risques aient été plutôt bien identifiés, leurs impacts avaient été sous-estimés. Ainsi, les pressions actuelles sur les ressources naturelles des AP sont encore très présentes, et très variées : orpaillage, activités agro-pastorales, exploitation du bois d’œuvre, transhumance, exploitations minières, culture du coton…. De plus, l’occupation des AP est toujours un problème.

Le manque de moyens, à la fois humain et financier, pour la gestion des AP est aussi l’un des gros problèmes du projet. Cet aspect avait été plus ou moins identifié dans le tableau de notation du PRODOC, avec une note de 14/197 pour la durabilité financière. Avec la crise post coup d’État, les moyens mis à disposition ont été encore plus limités. On peut regretter que ce tableau n’ait pas été renseigné dans le cadre du projet et comme demande dans la composante 1 (indicateur 3 - Tableau de notation de la durabilité financière).

Pour résumé, les principales lacunes sont :

* La faiblesse de la légitimité politique – l’un des principaux résultats attendus du projet était le renforcement du cadre législatif. L’instabilité politique permanente dans le pays qui engendre des changements de personnel pour les fonctions décisionnelles au sein des ministères a rendu très difficile ce travail. Ainsi, les bénéficies prévus, n’ont pu être atteints : autonomisation de la gestion des AP, augmentation des ressources budgétaires de l’État. L’une des conséquences est qu’il n’y a toujours pas de présence significative d’agent dans les AP.
* Une professionnalisation insuffisante du personnel – Au regard de l’étendue de la mission de la DNEF, un renforcement des capacités est nécessaire pour mener à bien l’ensemble des activités dont elle a la responsabilité, et notamment le développement d’une vision à long terme et d’un modèle de développement pour les AP. De plus, le suivi scientifique de l’évolution de la biodiversité dans les AP doit aussi être amélioré.
* Pas assez de résultats concrets de terrain (au service des populations locales) – Un grand nombre de villages et communautés riverains ont été déçus par le peu de résultats concrets du projet sur le terrain. De plus, de nombreux aménagements développés dans le cadre du projet sont déjà inutilisables et le projet n’a pas eu les moyens de les réparer ; on peut notamment citer l’un des moulins ou encore l’un des postes forestiers de contrôle et de surveillance qui est déjà en ruine.
* Un manque de reconnaissance des agents forestiers - Il existe aussi un manque de confiance entre les populations riveraines et les agents forestiers (que de nombreuses raisons expliquent). Tant que les agents forestiers ne seront pas reconnus à leur juste valeur, leur tâche sera rendue très difficile. De plus, il existe toujours un manque d’infrastructures de base (postes de contrôle).

## Recommandations et enseignements à tirer

### Leçons apprises pour la formulation, mise en œuvre, suivi et évaluation de projet

De nombreuses recommandations et enseignements peuvent être tirés de ce projet.

* Une AP n’est autonome qu’au bout de 10 à 15 ans. L’appui aux projets doit donc pouvoir se développer sous forme de programme découpé selon les 3 phases de l’AP : la première phase dite de création (qui se termine à la création officielle de l’AP), la deuxième phase qui vise l’opérationnalisation et la consolidation de la gestion, et enfin la phase « d’autonomie » (atteinte lorsque l’AP atteint un degré avancé d’autonomie technique, organisationnelle et financière). Dans le cas du présent projet, ce dernier, s’attachait à apporter son soutien à l’ensemble des phases en même temps.

Le PNUD devrait donc recentrer ses financements sur un nombre moins importants de projets mais en maintenant l’effort financier sur un même site pendant plus longtemps. Les financements des petits projets pourraient venir compléter ce dispositif.

* Les projets doivent avoir des composantes de terrain et réaliser rapidement des actions concrètes et visibles au bénéfice des populations afin qu’elles s’approprient le projet et en reconnaissent l’utilité. Ainsi, l’absence d’activités de terrain réduit significativement la motivation des parties prenantes bénéficiaires. Il est aussi important de ne pas « promettre » plus que ce qu’il sera possible de réaliser.
* Valider la volonté politique d’officialisation de la démarche de protection, l’adhésion des populations locales à la mise en place de l’aire protégée et l’implication d’un porteur de projet qui sont des conditions du succès d’un projet.
* Prévoir des délais raisonnables de réalisation des actions, sans vouloir aller trop vite.
* Réaliser des études de faisabilité plus approfondies et si possible des études approfondies de la faisabilité technique et socio-économique des AGR et confier leur développement à des professionnels. Ces activités doivent bénéficier en priorité aux personnes pénalisées par le projet d’AP.
* Les projets d’appui aux AP qui incluent le développement de plans de gestion doivent anticiper le financement de celui- ci par des activités de plaidoyer en cours de mise en œuvre ou idéalement dès la phase de conception en prévoyant des phases additionnelles de l’intervention. Dans tous les cas, ces plans de gestion sont systématiquement trop ambitieux et non financés dans leur globalité

; il est important en phase de formulation de ces plans d’établir avec les communautés des priorités plutôt que des listes d’actions à financer. De plus, il est nécessaire de développer dès que possible un plan d’affaires pour la pérennisation des financements de l’ensemble des activités de l’AP.

* Mettre en place dès le début du projet le dispositif de suivi-évaluation et réaliser l’état de référence des indicateurs retenus dans la première année du projet.
* En fin de projet, intégrer la réalisation d’un document de capitalisation des principaux résultats obtenus, des leçons apprises et des produits transférables à d’autres AP. Veiller aussi à ce que le site internet du projet soit encore opérationnel l’année suivant la clôture du projet.
* S’assurer que le délai entre 2 projets soit le plus court possible afin de ne perdre les acquis du premier projet et ne pas avoir à tout recommencer depuis le début.

### Actions pour poursuivre ou renforcer les acquis du projet

Le document « Élément de plaidoyer pour la consolidation des acquis du projet ERSAP » développé par le coordinateur du projet dresse un inventaire très complet des actions à poursuivre ou à renforcer. Il est important de souligner qu’afin de capitaliser le travail entrepris, il est important de faire un suivi très rapidement.

Les principales actions à mettre en œuvre sont de :

* Poursuivre la réflexion sur la création d’une structure autonome de gestion des aires protégées au Mali. En plus de l’aspect institutionnel de cette structure, une réflexion sur son mandant, son programme d’action, son personnel et son budget devrait aussi être menée.
* Les plans de gestion sont désormais disponibles mais il faut désormais les mettre en œuvre. De même, pour les différentes stratégies développées.
* Poursuivre le travail sur le développement d’activités génératrices de revenus pour les communautés locales.
* Poursuivre le travail de surveillance, et notamment les formations, l’équipement des agents, ainsi que le développement d’aménagements au sein des AP pour un contrôle effectif.

Les autres actions :

* Le cadre intercommunal d’orientation et de gestion des aires protégées nécessite un accompagnement technique et institutionnel lui permettant d’assurer son assise et d’atteindre ses objectifs.
* Le Projet a permis l’organisation des groupements féminins villageois en vue du développement des activités génératrices de revenus. Cette activité nécessite d’être consolidée et dupliquée sur l’ensemble de la zone.
* Les acquis en matière de renforcement de capacités nécessitent une consolidation et une duplication pour les acteurs non encore touchés par le projet. Les modules dispensés ne suffisent pas aux différents acteurs de jouer pleinement leurs rôles et responsabilités.
* Dans une vision de croissance économique locale, le renforcement de capacité devra prendre en compte le développement des filières notamment des produits forestiers non ligneux et agro-pastoraux.
* Les aires communautaires en voie de création devront être rapidement aménagées, et bénéficiées aux communautés riveraines. L’un des enjeux majeurs restent l’ouverture et l’aménagement des axes et couloirs de migration de la faune entre les aires protégées nationales et transfrontalières.
* Les formations développées pour le suivi écologique ont suscité de l’intérêt auprès des bénéficiaires qui se sont engagés à mieux mettre en pratique les outils. Cependant, les acquis restent fragiles, et notamment car leur mise en œuvre concrète (application de terrain) doit être renforcée. De même, de nouvelles formations sont à prévoir pour les comités villageois de gestion des aires protégées.
* La création du CIO-GAP, la révision de la loi n°95-031 du 20 Mars 1995 fixant les conditions de gestion de la faune et de son habitat, la redynamisation et la création des comités villageois de gestion ainsi que la création des aires protégées communautaires constituent des actions entreprises par le projet en vue de préparer un transfert efficace des ressources aux communautés. Ces différentes activités restent encore à achever, à consolider et à diffuser. Ce transfert de la ressource est une expérience et un défi en matière de gestion décentralisée des forêts au Mali.
* Le projet a permis d’identifier des sites potentiels d’écotourisme assorti d’un plan de développement de l’écotourisme. La mise en œuvre des actions prévues dans ce document devra permettre de créer et de développer des actions d’écotourisme ainsi que d’autres actions génératrices de revenus des populations riveraines. Cela nécessitera un accompagnement technique approprié et le développement de la filière commerciale des produits forestiers non ligneux.
* Concernant les partenariats public-privé, les efforts ont porté sur l’accompagnement de l’ONG Synergie Environnement et l’organisation d’une concertation entre l’État et les sociétés minières. La mise en œuvre actions des plans d’aménagement et des recommandations de cette concertation nécessite un suivi adéquat.